

# CARTE COMMUNALE

## Commune de **SORBS**

Département de l'Hérault



### 4 - ANNEXES

Approbation par DCM le 11.09.2009

Arrêté Préfectoral approuvant la Carte Communale du 24.12.2009



**Mairie de SORBS**

Place de la Mairie

34520 SORBS

Tél: 04.67.44.52.52

**Conduite d'Etudes:**

**Marie-Claude NAPOLI**

DDE-SAT Nord, Cours de la Chicane

34800 CLERMONT L'HERAULT

Tél: 04.67.88.46.80

**Chargée d'Etudes:**

**Monique KAREN Urbaniste**

Hameau de Masclac

34380 ND DE LONDRES

Tél: 04.67.55.09.99

## **Sommaire annexes**

Prescriptions techniques générales et particulières relatives aux contraintes liées à l'accessibilité des engins de secours et à l'organisation de la défense incendie

Porter à connaissance

Prescriptions techniques générales et particulières relatives aux  
contraintes liées à l'accessibilité des engins de secours et à  
l'organisation de la défense incendie

# SOMMAIRE

Pages

## PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES :

<b>I - ACCESSIBILITÉ : Règles générales :</b> .....	3
« Aux habitations individuelles classées en 1 <sup>ère</sup> et/ou en 2 <sup>ème</sup> famille » : .....	4
« Aux habitations de 2 <sup>ème</sup> famille collectif » : .....	4
« Aux habitations de 3 <sup>ème</sup> , 4 <sup>ème</sup> famille et IGHA » : .....	4
« Aux établissements recevant du public du 1 <sup>er</sup> groupe » : .....	4
« Voie-engins » : .....	5
« Voie-échelles » : .....	5
« Ralentisseurs » : .....	6
« Espace libre » (E.R.P. seulement) : .....	6
« Voie en impasse » : .....	7
« Aire de retournement » : .....	7
« Chemins » : .....	7
« Voie privée pour l'accès aux habitations de 1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> famille » : .....	8
« Voie privée pour l'accès aux établissements recevant du public » : .....	8
« Voie privée permettant l'accès aux installations classées » : .....	9
« Portails, barrières et bornes escamotables automatiques » : .....	9
« Plantations et mobiliers urbains » : .....	10
« Stationnements des véhicules » : .....	10
« Recalibrage des voies » : .....	11
<b>II - MOYENS DE SECOURS :</b> .....	11
« Risque courant » : .....	11
« Risque particulier » : .....	11
« Définition des besoins en eau pour la défense incendie du risque particulier » : .....	12
« Risque particulier important » : .....	13
« Répartition des hydrants pour le risque particulier important » : .....	13
« Poteaux et bouches d'incendie » : .....	14
« Réseau public de distribution d'eau potable » : .....	14
« Réseau privé de distribution d'eau brute » : .....	15
« Points d'eau naturels aménagés » : .....	16
« Réserve d'eau artificielle » : .....	18
« Solution citerne - caractéristiques générales » : .....	19
« Citerne aérienne » : .....	19
« Citerne enterrée totalement » : .....	20
« Citerne semi-enterrée » : .....	20
« Signalisation, alimentation, voirie d'accès, barrière, des réserves artificielles » .....	21
« Aire de manœuvre » : .....	21
<b>III - CONSULTATION DU SDIS :</b> .....	21
<b>IV - PRISE EN COMPTE DU RISQUE FEU DE FORET :</b> .....	23
<b>V - PRISE EN COMPTE DU RISQUE INONDATION :</b> .....	24

## PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES :

<b>I - Besoins en eau pour les immeubles d'HABITATIONS et de BUREAUX :</b> .....	27
<b>II - Besoins en eau pour les ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC :</b> .....	28
<b>III - Besoins en eau pour les INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT soumises à autorisation et pour tous les entrepôts :</b> .....	30
<b>IV - Besoins en eau pour les CAMPINGS :</b> .....	30
<b>V - Prescriptions spécifiques selon le zonage PLU :</b> .....	30

## REGLEMENTATION VISEE : .....

<b>ANNEXE 1 – AIRES DE RETOURNEMENT VOIE ENGIN :</b> .....	33
<b>ANNEXE 2 – AIRES DE RETOURNEMENT VOIE DE DESSERTE HAB. INDIVIDUELLES :</b> .....	35

# PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES

RELATIVES AUX CONTRAINTES LIÉES A L'ACCESSIBILITÉ DES ENGINS DE SECOURS ET A L'ORGANISATION DE LA DÉFENSE INCENDIE

## I - ACCESSIBILITÉ :

*Note : Les espaces extérieurs et les bâtiments construits doivent être accessibles aux engins de secours aux personnes et de lutte contre l'incendie.*

*Le Code de l'Urbanisme, le Code de la Construction et de l'Habitation, le Code du Travail, précisent les règles générales d'implantation de tous les bâtiments ainsi que les principes de leur desserte dès la demande du permis de construire ou de la demande de permis d'aménager. (Voir les principales références réglementaires en fin de document).*

*Lorsque des modifications interviennent sur les sites tels qu'agrandissement des espaces, constructions nouvelles, création de voies, d'espaces destinés aux activités diverses, etc., il y a lieu de vérifier l'accessibilité des engins de secours et de lutte contre l'incendie.*

**1.0. – Pour les projets de construction d'établissements recevant du public (E.R.P.), d'immeuble de Grande hauteur, (I.G.H.), le nombre et les caractéristiques des accès aux constructions seront déterminés par la Commission de Sécurité compétente :**

Pour les projets de construction d'immeubles d'habitation, les établissements soumis au Code du Travail, les établissements classés pour la protection de l'environnement (I.C.P.E.), **le nombre et les caractéristiques des accès aux constructions seront déterminés par le S.D.I.S.** en fonction de la catégorie de l'établissement, lors de l'étude des dossiers d'autorisation d'urbanisme ou d'autorisation d'exploiter.

### **REGLES GENERALES**

**1.1. – En application des dispositions de la réglementation spécifique attachée aux constructions selon leur destination ou leur distribution intérieure, celles-ci doivent être desservies par une **voie répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé.****

En particulier, les types de constructions suivants sont évoqués ci-après : habitations 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> famille, habitations de 2<sup>ème</sup> famille collectives, habitations de 3<sup>ème</sup> ou 4<sup>ème</sup> famille, établissements recevant du public du premier groupe.

Les accès aux constructions ne devront présenter aucun risque pour la **sécurité des usagers** des voies publiques ou pour les personnes utilisant ces accès et notamment les **personnes handicapées**. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu notamment, de leur position, de leur configuration, ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

La chaussée des voiries projetées devra permettre **des conditions de circulation des engins de secours et de lutte contre l'incendie compatibles avec les impératifs de rapidité d'acheminement et de sécurité pour les autres usagers de ces voies.**

Ainsi :

**A - Si cette nouvelle voie ne dessert exclusivement que des bâtiments d'habitation individuelle classés en 1<sup>ère</sup> et/ou en 2<sup>ème</sup> famille, elle devra avoir les caractéristiques minimales ci-après :**

- largeur minimale de la voie : **5 mètres**,
- largeur minimale de la bande de roulement (chaussée moins bandes réservées aux pistes cyclables ou au stationnement) :
  - **3,00 mètres** (sens unique de circulation)
  - **6,00 mètres** (double sens de circulation ou voie en impasse afin de permettre le passage de front ou le croisement de deux engins de secours),
- force portante suffisante pour un véhicule de **160 kilo-Newtons** avec un maximum de **90 kilo-Newtons** par essieu, ceux-ci étant distants de **3,60 mètres** au minimum,
- résistance au poinçonnement : **80 Newtons/cm<sup>2</sup>** sur une surface maximale de **0,20m<sup>2</sup>**,
- rayon intérieur des tournants : **R = 9 mètres** au minimum,
- sur-largeur extérieure : **S = 12,2/R** dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres, (S et R étant exprimés en mètres).
- pente inférieure à **15%**,
- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de **3,50m** de hauteur (passage sous voûte).

**B** - Si cette nouvelle voie dessert **un bâtiment d'habitation de 2<sup>ème</sup> famille collectif** elle devra alors respecter les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur minimale de la voie : **5 mètres**,
- largeur minimale de la bande de roulement : (bandes réservées au stationnement exclues)
  - **3,00 mètres** (sens unique de circulation)
  - **6,00 mètres** (double sens de circulation ou voie en impasse afin de permettre le passage de front ou le croisement de deux engins de secours),
  - **7,00 mètres**, pour la section de voie comportant une partie en voie-échelles afin de permettre le passage de front ou le croisement d'un engin de secours avec l'échelle aérienne en station,
- force portante suffisante pour un véhicule de **160 kilo-Newtons** avec un maximum de **90 kilo-Newtons** par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum,
- résistance au poinçonnement : **80 Newtons/cm<sup>2</sup>** sur une surface maximale de **0,20 m<sup>2</sup>**,
- rayon intérieur des tournants : **R = 11 mètres** minimum,
- sur-largeur extérieure : **S = 15/R** dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres),
- pente inférieure à **15%**,
- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de **3,50 mètres** de hauteur (passage sous voûte).

**C** - Si cette voie dessert **un bâtiment d'habitation de 3<sup>ème</sup> ou 4<sup>ème</sup> famille** elle devra alors respecter les caractéristiques minimales définies à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31/01/1986 modifié.

**D** - Si cette voie dessert **un établissement recevant du public du premier groupe ou un immeuble de grande hauteur**, elle devra alors respecter les caractéristiques minimales de la « **voie-engins** » ou de la « **voie-échelles** » définies par l'article CO2 de l'arrêté ministériel du 25/06/1980 modifié, (voir ci-après).

#### « Voie-engins » :

**1.2.** - Les voies publiques permettant aux véhicules de secours et de lutte contre l'incendie d'accéder aux diverses constructions assujetties, devront avoir les caractéristiques minimales définies par l'article CO2 de l'arrêté ministériel du 25/06/1980 modifié : (voir également l'annexe II)

- largeur minimale de la voie : **8 mètres**,
- largeur minimale de la bande de roulement : (bandes réservées au stationnement exclues)
  - **3,00 mètres** (sens unique de circulation)
  - **6,00 mètres** (double sens de circulation ou voie en impasse),

- **6,00 mètres** (dans tous les cas, pour une voie dont la largeur exigée est égale ou supérieure à 12 m),
- **7,00 mètres**, pour la section de voie comportant une partie en voie-échelles afin de permettre le passage de front ou le croisement d'un engin de secours avec l'échelle aérienne en station,, (voir le point 1.3)
- force portante suffisante pour un véhicule de **160 kilo-Newtons** avec un maximum de **90 kilo-Newtons** par essieu, ceux-ci étant distants de **3,60 mètres** au minimum,
- résistance au poinçonnement : **80 Newtons/cm<sup>2</sup>** sur une surface maximale de **0,20 m<sup>2</sup>**,
- rayon intérieur des tournants : **R = 11 mètres** minimum,
- sur-largeur extérieure : **S = 15/R** dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres),
- pente inférieure à **15%**,
- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de **3,50m** de hauteur (passage sous voûte).

#### « Voie-échelles » :

**1.3.** - Une « voie-échelles » est nécessaire pour permettre les secours et la défense incendie des bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est à au moins **8 mètres** de hauteur par rapport au niveau de la chaussée accessible aux véhicules des services d'incendie.

Les constructions concernées sont : les immeubles d'habitation de 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> famille, les E.R.P. assujettis, la plus part des installations classées pour la protection de l'environnement dont la hauteur du faîtage atteint **12 mètres**, et certaines constructions soumises aux dispositions du Code du travail.

Cette voie utilisée pour la mise en station des échelles aériennes est une partie de la « voie engins » aux caractéristiques complétées et modifiées comme suit :

- longueur minimale : **10 mètres**,
- largeur minimale de la bande de roulement supérieure ou égale à **4 mètres** (bandes réservées au stationnement exclues),
- pente inférieure ou égale à **10%**,
- distance entre le bord de cette voie et la façade du bâtiment :
  - **>1 mètre et <8 mètres** si cette voie est parallèle à la façade,
  - **<1 mètre** si cette voie est perpendiculaire à la façade,
- disposition par rapport à la façade desservie devant permettre à l'échelle aérienne d'atteindre un point d'accès (balcon, coursives, etc.), à partir duquel les sapeurs-pompiers doivent pouvoir atteindre toutes les baies de cette façade, la distance maximale entre deux points d'accès ne devant jamais excéder **20 mètres**,
- si cette section de voie n'est pas une voie publique, elle doit lui être raccordée par une « voie engins » accessible en permanence par les engins de secours.

*Note : Compte-tenu des deux prescriptions ci-dessus relatives à la force portante et à la résistance au poinçonnement, l'emploi de certains revêtements de chaussée est à écarter systématiquement; notamment l'utilisation de dalles de type « Evergreen », donnant l'impression de verdure permanente qui **feront l'objet d'un avis défavorable du SDIS**, même s'il la preuve est apportée que les caractéristiques de ces dalles, ainsi que leur mise en œuvre remplissent les conditions de stabilité et de résistance requises pour les voies engins et échelles. En effet l'aspect de verdure est de nature à dissuader les conducteurs et écheliers, surtout de nuit, à y engager leurs engins, et le maintien des caractéristiques de stabilité dans le temps n'est pas garanti.*

#### « Ralentisseurs » :

**1.4.** – Le projet de mise en place d'un dispositif ralentisseur **sur les voies utilisées par les moyens de secours** doit figurer sur le plan de voirie et décrit dans le programme des travaux pour tout nouveau projet d'urbanisme.

**Les ralentisseurs constituent les aménagements d'infrastructure routière les plus contraignants pour la circulation des engins de secours en intervention.**

Parmi les moyens disponibles, destinés à obtenir la réduction souhaitée de la vitesse ou du trafic des véhicules, existent de nombreux autres dispositifs d'alerte et de modération.

En conséquence, la solution ralentisseurs ne peut être choisie **qu'en dernier recours**, avec beaucoup de discernement et au terme d'une réflexion préalable sur la sécurité du site, prenant en compte les mesures de vitesse, les risques de danger pour les habitants, l'observation des comportements, l'analyse du trafic sur la zone considérée et les zones adjacentes, l'analyse de l'accidentologie et la localisation des points sensibles.

**Les ralentisseurs admis sont de type « dos d'âne » ou « trapézoïdal » et doivent être conformes aux dispositions du Décret n°94-447 du 27/05/1994 et à la norme NF P 98-300 du 16/05/1994 (AFNOR Tour Europe Cedex 7 92049 PARIS-LA-DEFENSE).**

**La mise en place de ralentisseurs sur les VOIES ECHELLES est interdite ainsi que sur toutes les voies à moins de 500 mètres des casernes de sapeurs-pompiers.**

**« Espace libre » :** (E.R.P. seulement) :

1.5. - Lorsque cette disposition est acceptée par la Commission de Sécurité compétente, « l'espace libre » doit répondre aux caractéristiques suivantes :

- plus petite dimension de « l'espace libre » > 8 mètres,
- aucun obstacle à l'écoulement du public ou à l'accès et à la mise en œuvre des matériels nécessaires pour opérer les sauvetages et combattre le feu,
- distance entre les issues du bâtiment et la « voie-engins » : < 60 mètres,
- largeur minimale de l'accès à « l'espace libre » depuis la « voie-engins » :
  - 1,80 mètres lorsque le plancher bas du dernier niveau accessible au public est de 8 mètres au plus au-dessus du sol,
  - 3 mètres lorsque le plancher bas du dernier niveau accessible au public est à plus de 8 mètres au-dessus du sol.

**« Voies en impasse » :**

1.6. – Les voies en impasse représentent généralement une difficulté particulière pour l'acheminement et la mise en œuvre des engins de lutte contre l'incendie. En conséquence, tous les projets d'urbanisme comportant la création d'une voie en impasse, (lorsqu'elle est autorisée par le règlement du PLU), doivent être soumis à l'avis technique du SDIS.

1.7. – Les voiries en impasse autorisées comportant une partie en 'voie-échelles' doivent avoir une **bande de roulement** (bandes réservées au stationnement exclues), **d'une largeur minimale de 7 mètres** afin de permettre le passage de front ou le croisement de deux engins de secours.

**« Aire de retournement » :** (voir croquis en annexe II)

1.8. - Sans préjudice de l'avis technique émis par d'autres services (ex. : enlèvement des ordures ménagères), lorsque la création d'une voie en impasse est autorisée et que celle-ci est d'une longueur **≥ 100 mètres**, (**120 mètres** pour les habitations de 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> famille), le SDIS impose au concepteur d'aménager à son extrémité **une aire de retournement** utilisable par les véhicules d'incendie. (Attention, voir la dérogation ci-dessous concernant des voies en impasse exclusivement destinées à la desserte de bâtiments d'habitation individuelle de 1<sup>ère</sup> et/ou de 2<sup>ème</sup> famille)

Cette plate-forme aux caractéristiques identiques à la « voie engins » peut être une placette circulaire, un T ou un Y de retournement (n'est admise que la manœuvre de retournement comportant une seule et courte marche arrière), et doit comporter des tournants dont le rayon intérieur doit être **≥ 11 mètres (9 mètres** pour les habitations de 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> famille) et le rayon extérieur **≥ 15,40 mètres (voir note ci-après).**

NOTE : (Calcul du rayon extérieur minimum : rayon intérieur 11 mètres + bande de roulement de 3 mètres + sur-largeur de: 15/11 soit 1,36m = au total : 15,36 mètres arrondis à 15,40m).

En atténuation au point ci-dessus, l'aire de retournement aménagée à l'extrémité d'une voie en impasse destinée à **desservir exclusivement des habitations individuelles de 1<sup>ère</sup> et/ou de 2<sup>ème</sup> famille n'est exigée que si celle-ci est d'une longueur  $\geq$  120 mètres**. Elle pourra comporter alors les caractéristiques atténuées définies au point 1.3.

« Chemins » :

- 1.9. – Quand il est nécessaire de réaliser des **chemins** (privés ou non) reliant les voiries aux bâtiments ou plusieurs bâtiments entre eux dans une même enceinte et **lorsque ces chemins doivent être utilisés par les services de secours** (ex. : pour la mise en place des établissements de tuyaux d'incendie, pour l'acheminement des matériels de sauvetage, l'évacuation des personnes, etc...), ceux-ci doivent répondre aux caractéristiques figurant dans le tableau ci-après :

Caractéristiques	Habitations	E.R.P.	I.G.H.	I.C.P.E.
Largeur	>=1,80 mètres	>= 1,80 mètres	>= 1,80 mètres	>= 1,80 mètres
Longueur	1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> famille : <= 60 mètres Autres familles : <= 50 mètres	<= 60 mètres	<= 30 mètres	<= 100 mètres
Résistance	Sol compact et stable	Sol compact et stable	Sol compact et stable	Sol compact et stable
Pente	<= 15%	<= 10%	<= 10%	<= 10%
Marches (escalier)	Interdit	Interdit	Interdit	Interdit

**« Voie privée aménagée pour l'accès aux habitations individuelles de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> famille » :**

**1.10.** - Pour les projets de constructions de bâtiments d'habitation individuelle de 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> famille implantés à **100 mètres et plus** de l'entrée normale de la parcelle depuis la voie publique, il devra être conservé un accès au bâtiment de caractéristiques identiques à la voie définie au point **1.3.** ci-dessus. ; (Voie aux caractéristiques atténuées)

Lorsque un bâtiment d'habitation individuelle de 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> famille est implanté à **120 mètres et plus** de l'entrée normale de la parcelle depuis la voie publique, une aire de retournement devra être aménagée à son extrémité (voir le point 1.9.)

**1.11.** - Pour les projets de constructions de bâtiments d'habitation individuelle de 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> famille implantés à une distance comprise **entre 60 et 100 mètres** de l'accès le plus proche depuis la voie publique utilisable par les engins de secours et de lutte contre l'incendie (ambulance, véhicule du SAMU, véhicule médicalisé), **une voirie légère devra être aménagée, aux caractéristiques définies ci-dessous, jusqu'à la construction ou au moins jusqu'à une distance maximale de 60 mètres de celle-ci.**

Cette voie devra répondre aux dispositions suivantes :

- largeur minimale de la bande de roulement : **3,00 mètres,**
- force portante suffisante pour supporter un véhicule de **35 kilo-Newtons,**
- **rayon intérieur des tournants : R=9 mètres au minimum,**
- pente inférieure à 15%,
- hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule de **3,00 mètres** de hauteur (passage sous voûte).

**1.12** - Pour les projets de constructions de bâtiments d'habitation individuelle de 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> famille implantés à une distance **inférieure ou égale à 60 mètres** de l'entrée normale de la parcelle depuis la voie publique, il devra être réalisé un **accès au bâtiment de type chemin,** d'une longueur maximale de **60 mètres,** largeur minimale de **1,80 mètres,** ayant une pente **<= 15%, sans marches,** au sol compact et stable d'une surface à la **force portante suffisante** pour supporter le passage d'un dévidoir.

**« Voie privée permettant l'accès à un établissement recevant du public » :**

Application des dispositions des points 1.0. à 1.2 et des points 1.4 à 1.10.

**« Voie privée permettant l'accès à une installation classée pour la protection de l'environnement » (I.C.P.E.) :**

**1.13.** - Il est essentiel afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, qu'une ou plusieurs « voies-engins » soient maintenues libres à la circulation sur le demi-périmètre au moins des bâtiments de stockage ou de l'activité selon le classement. Ces voies doivent permettre l'accès des engins-pompes des sapeurs-pompiers, et, en outre, si elles sont en cul-de-sac, les demi-tours et croisements de ces engins.

- 1.14. - Pour toute hauteur de bâtiment supérieure à 12 mètres, des accès « voie échelles » doivent être prévus pour chaque façade accessible. Cette disposition est également applicable pour les entrepôts de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur égale ou supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès de l'engin de secours.
- 1.15. - Ces voies devront être maintenues dégagées en permanence, le stationnement prolongé de véhicules y sera interdit en tout temps par panneaux réglementaires et cette interdiction rappelée par une consigne affichée dans les locaux du personnel. Ces voies devront être matérialisées au sol. (Par un tracé à la peinture par exemple).
- 1.16. - A partir de ces voies, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues des bâtiments par un chemin stabilisé de 1,80 m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 mètres.
- 1.17. - Également, des passages laissés libres de 1,80 mètres de largeur, en périphérie des îlots de stockage ainsi que les allées coupe-feu ou espaces libres séparant ceux-ci devront permettre également la circulation des autres moyens de secours (dévidoirs) et la mise en place aisée des établissements de tuyaux incendie.

**« Portails automatiques, bornes escamotables et barrières divers » :**

1.18. – Tous les projets d'installation de bornes rétractables, d'un portail automatique, d'une barrière ou tout autre dispositif interdisant temporairement ou non la circulation automobile, l'accès des dévidoirs et des piétons sur les voies ou chemins publics ou privés utilisés par les Sapeurs-Pompiers lors des interventions de secours, et permettant l'accès aux immeubles d'habitations (lotissements, collectifs), aux établissements recevant du public, aux installations classées pour la protection de l'environnement, **doivent être soumis à l'avis technique du S.D.I.S.**

1.19. – Il est impossible au SDIS d'accepter un quelconque transfert de responsabilité et de nous substituer aux obligations qui relèvent des propriétaires ou de leur mandataire (syndics, chefs d'établissement, exploitants).

En outre, des centres de secours différents sont susceptibles d'intervenir en fonction des disponibilités opérationnelles des véhicules ou des effectifs et il est inconcevable que le SDIS prenne en charge l'ensemble des dispositifs d'ouverture très diversifiés qui se mettent en place de plus en plus dans le département.

En conséquence, le SDIS ne signera plus de convention avec les maîtres d'ouvrage ou les aménageurs et refuse catégoriquement donc de prendre en charge tout nouveau dispositif d'ouverture (clé, télécommande, carte, code, etc...) des dispositifs mentionnés ci-dessus.

**Désormais, l'ouverture de ces dispositifs devra pouvoir se faire directement de l'extérieur au moyen des tricoises dont sont équipés tous les sapeurs-pompiers, (clé  $\Delta$  de 11 mm).**

1.20. - Les bornes rétractables, barrières, portails ou autres dispositifs à fonctionnement électrique **doivent être déverrouillés automatiquement en cas de coupure d'électricité et permettre ainsi leur ouverture manuellement.**

1.21. – **Le SDIS demande l'installation, pour tous les types de barrière, d'une platine « POMPIERS » accessible de l'extérieur** (par exemple sur l'un des montants du portail). La manœuvre de ce verrou devra réaliser la coupure de l'alimentation électrique du portail et par conséquent permettre son ouverture manuelle immédiate.

1.22. – Par ailleurs, il est rappelé que l'accueil des secours doit être assuré, à l'entrée des ensembles immobiliers d'habitations sécurisés ou non, des établissements, **par l'appelant des secours, le gardien, ou la personne désignée**, pour toute intervention.

Il appartient donc aux gestionnaires et syndics de rédiger dans les règlements intérieurs et d'afficher, dans les immeubles, à la vue de tous les occupants, des consignes précisant cette obligation.

### « Plantations et mobiliers urbains » :

1.23. – Les lotisseurs ou maîtres d’ouvrage veilleront à ce qu’aucune entrave ne gêne la circulation des véhicules de secours tels que plantations, mobilier urbain, etc., en prenant toutes les mesures structurelles nécessaires.

1.24. – L’implantation des arbres doit préserver :

- l’accès aux façades pour les échelles aériennes, (pour les bâtiments assujettis),
- l’accès aux aires de mise en œuvre du matériel des sapeurs-pompiers.

Ceci impose le contrôle de leur croissance et leur élagage périodique, comme prévu par le règlement sanitaire départemental.

### « Stationnements des véhicules » :

*Note : Les aménageurs et lotisseurs devront s’attacher à mettre en œuvre toutes les solutions possibles afin d’assurer le stationnement des véhicules hors des voies publiques*

1.25. – Lorsqu’elle est exigée, l’interdiction du stationnement doit être réglementairement signalisée. Si nécessaire, des **dispositifs anti-stationnement** peuvent être installés.

1.26. - **Les règlements** de zones, de lotissements, de copropriétés, etc... devront indiquer clairement l’interdiction du stationnement ‘sauvage’ des véhicules quels qu’ils soient, sur les trottoirs, accotements ou sur les parties de chaussée non prévues à cet effet et de nature à empêcher ou même seulement retarder l’accès des moyens de secours publics aux hydrants ou aux constructions.

1.27. – **Les voies en impasse** doivent être interdites au stationnement des véhicules quels qu’ils soient, sur les parties de la chaussée non prévues à cet effet, afin de permettre la circulation et les manœuvres des véhicules de secours en tout temps.

1.28. – **L’aire de retournement** exigée pour certaines voies en impasse doit être interdite au stationnement afin de permettre la circulation et la manœuvre de retournement des véhicules de secours en tout temps.

### « Recalibrage des voies » :

1.29. – Lorsque le recalibrage des voies est rendu nécessaire en raison des modifications du site concerné tels que :

- réaménagement de voie, création de piste cyclable ou de zone piétonne,
- création d’emplacement de stationnement pour les véhicules,
- aménagements des carrefours,

ces travaux doivent faire l’objet d’un dossier spécifique soumis à l’avis technique du S.D.I.S. Les caractéristiques des « voies-engins » ou des « voies-échelles », le maintien du bon accès aux hydrants, aux constructions et aux aires de mise en œuvre des matériels, doivent être constamment maintenus.

## II - MOYENS DE SECOURS :

Pour le dimensionnement des moyens de secours, le SDIS distingue les établissements à risques courants et particuliers.

### « Risque courant » :

2.0. - Les moyens de défense contre le risque courant d’incendie sont déterminés par la réglementation visée, (voir le point VI).

Il en résulte globalement que les sapeurs-pompiers **doivent pouvoir disposer en tout endroit et en tout temps d’un minimum de 120 m<sup>3</sup> d’eau utilisable en 2 heures.**

**Ces besoins en eau peuvent être satisfaits indifféremment soit, à partir du réseau de distribution existant (poteaux ou bouches d'incendie), soit à partir de points d'eau naturels ou artificiels.**

La densité d'implantation, la distance entre deux hydrants(\*) et entre l'hydrant et le risque courant à couvrir, la simultanéité des débits sur 2 hydrants successifs sont déterminés dans les **prescriptions techniques particulières** ci-après, en fonction du zonage.

*NOTE : (\*) On appelle « hydrant » un poteau d'incendie ou une bouche d'incendie.*

**« Risque particulier » :**

2.1. - **Le risque particulier d'incendie** est apprécié par le SDIS en fonction de la nature du ou des installations, de l'environnement de l'établissement, de la nature de(s) l'activité(s) exercée(s), du ou des produits stockés, des sources de dangers, des flux et des enjeux ciblés.

2.2. - Les établissements à risques particuliers sont notamment :

- les **installations classées pour la protection de l'environnement** (I.C.P.E.) (voir le point 2.6),
- la plus part des **établissements recevant du public** (E.R.P.), (voir le point 2.6)
- les **habitations de plus de 3 niveaux**,
- les **établissements soumis aux dispositions du Code du Travail**,
- les établissements présentant des difficultés particulières pour l'intervention des services de secours,

**Les projets de construction de ces établissements ou installations doivent être soumis à l'avis technique du S.D.I.S.** Ils feront l'objet d'une analyse technique particulière qui sera réalisée par un instructeur désigné par le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours lors de la demande de permis de construire et/ou de la demande d'autorisation d'exploiter.

**« Définition des besoins en eau pour la défense incendie du risque particulier » :**

2.3. - Pour tous les projets d'urbanisme classés par le SDIS en risque particulier, **les besoins en eau seront dimensionnés, au cas par cas, par le S.D.I.S.** lors de la réalisation d'un « plan d'attaque à priori » des Sapeurs-Pompiers. (Instruction ministérielle du 10/12/1951).

*NOTE : Le S.D.I.S. 34 utilise pour son étude les définitions du « **Guide pratique D9** » édition 09.2001 co-édité par l'Institut National d'Études de la Sécurité Civile (INESC), la Fédération Française des Sociétés d'Assurances (FFSA) et le Centre National de Prévention et de Protection (CNPP).*

*Ce document, au travers des méthodes qu'il propose, permet d'évaluer, en fonction du risque, les besoins en eau minimum nécessaires pour une intervention efficace des services de secours extérieurs. Il ne se substitue pas à la réglementation et prend en compte les moyens de prévention et de protection existants, prévus ou à mettre en place.*

*Ce guide pratique est applicable aux habitations, bureaux, immeubles de grande hauteur, établissements recevant du public et aux risques industriels (I.C.P.E.). Il est téléchargeable gratuitement sur le site Internet suivant : [www.cnpp.com](http://www.cnpp.com) . URL : <http://www.cnpp.com/indexd9.htm>*

**2.4.** – Le volume d'eau total nécessaire à l'extinction de l'incendie sera alors calculé en adéquation avec les moyens indispensables à l'extinction de l'incendie généralisé de la **cellule(\*) la plus défavorisée**, et cela, **sur une période de 2 heures minimum**.

*NOTE : (Attention cette disposition ne s'applique pas aux dépôts d'hydrocarbures ou de produits inflammables ainsi qu'aux installations définies comme présentant un risque spécial – classement RS dans l'annexe 1 du guide méthodologique D9 du CNPP).*

*(\*) On appelle « cellule », la superficie à défendre en cas d'incendie, déterminée par la plus grande surface de la zone non recoupée au sens réglementaire du terme, soit par un mur coupe feu de degré 1 heure minimum pour les E.R.P. ou **coupe feu 2 heures minimum** pour les I.C.P.E. (conformes à l'arrêté du 3/08/1999) ou un **espace libre (allée) d'une largeur de 10 mètres minimum**. Cette distance pourra être majorée par le S.D.I.S. compte tenu des flux thermiques, de la hauteur des stockages, de la hauteur relative des bâtiments voisins et du type de construction.*

*Il est précisé que la surface de la « cellule » pourra être majorée par le S.D.I.S. qui prendra en compte une surface développée lorsque les planchers hauts ou bas ne présentent pas le degré coupe feu exigé ; C'est notamment le cas des installations en mezzanine.*

**2.5.** - En complément des hydrants existants, en concordance avec les possibilités du réseau de distribution d'eau et selon la géométrie des bâtiments, **l'implantation de nouveaux P.I. ou B.I. pourra être exigée par le S.D.I.S.** y compris des hydrants à gros débit (PI ou BI de 2 x 100mm - 2000 litres/minute).

Le réseau de distribution d'eau devra être capable de fournir les **débâts simultanés** nécessaires aux hydrants défendant chacun des établissements concernés ainsi que leurs **systèmes d'extinction automatique à eau** tels que les sprinklers s'ils dépendent de la même source.

Si le réseau de distribution d'eau ne permet pas de satisfaire les besoins en eau calculés par le S.D.I.S., il sera demandé au concepteur du projet, la mise en place **d'une ou de plusieurs réserves d'eau**.

L'utilisation de cette solution technique **n'est pas autorisée** pour la défense incendie des **E.R.P.** et des **I.G.H.**, et doit rester exceptionnelle pour les autres types d'installations. De plus, le réseau public de distribution d'eau doit pouvoir fournir, dans tous les cas, au moins **1/3 des besoins** en eau totaux du site.

#### **« Risque particulier important » :**

**2.6.** - Les établissements à **risques particuliers importants** sont :

- les **ERP de type M, S, et T** (arrêté ministériel du 25/06/80) et notamment ceux non équipés d'un dispositif d'extinction automatique autonome, dimensionné en fonction de la nature du stockage et de l'activité réellement présente en exploitation, en fonction des règles de l'art et des référentiels existants ;
- toutes les **Installations Classées pour la Protection de l'Environnement** (I.C.P.E.) **soumises à autorisation** d'exploiter (Code de l'Environnement Livre V – Titre 1) ;
- tous les **entrepôts** (I.C.P.E.) soumis à simple déclaration.
- d'autres établissements qui peuvent éventuellement être classés par le S.D.I.S. à risques particuliers importants lors de l'étude technique du dossier.

#### **« Répartition des hydrants pour le risque particulier important » :**

2.7. – Dans le cas du **risque particulier important**, la répartition des hydrants normalisés et/ou des réserves d'eau nécessaires, sera : *(Attention ces dispositions ne s'appliquent pas aux dépôts d'hydrocarbures)*.

- 1<sup>er</sup> hydrant à 100 mètres au maximum de l'accès à la cellule la plus défavorisée,
- distance maximale entre les hydrants : 150 mètres,
- simultanéité minimum des débits sur 3 hydrants consécutifs: 180 M<sup>3</sup>/h pendant 2 heures, *(pour les hydrants de 100mm),*
- les autres points d'eau nécessaires (hydrants ou réserves d'eau) à la fourniture du débit simultané minimum défini par l'étude technique du S.D.I.S. devront être situés dans un rayon de 300 mètres au maximum, *(distance mesurée en empruntant l'axe des voies engins),*
- réseau bouclé ou maillé indispensable,
- l'implantation des hydrants et des réserves d'eau artificielles devra être réalisée en dehors des zones de dangers Z2 des flux thermiques et de surpression.

Il est rappelé que le nombre d'hydrants et leur implantation sera déterminé par le SDIS et peut dépendre également de la géométrie des bâtiments et des vents dominants sur le site.

**« Poteaux et bouches d'incendie » :**

- 2.8. – Les poteaux et bouches d'incendie doivent être d'un **diamètre minimum de 100<sup>mm</sup>** et être **conforme à la norme NF S 61-213 pour les spécifications techniques et à la norme NF S 62-200 pour les règles d'implantation**. Notamment, les règles de volume de dégagement et de positionnement par rapport à la chaussée accessible aux engins de lutte contre l'incendie devront être strictement respectées. (cf. § 5 et 6 de la norme NF S62-200).
- 2.9. - Les travaux de pose (ou de déplacement) des poteaux et bouches d'incendie ne se feront qu'après consultation écrite du S.D.I.S. avec fourniture des plans appropriés. Le chef du Centre d'Incendie et de Secours des Sapeurs-Pompiers de 1<sup>er</sup> appel sera destinataire de l'attestation de conformité délivrée par l'installateur. (cf. § 7 de la norme NF S62-200)
- 2.10. – L'implantation d'hydrants à l'intérieur des propriétés privées doit rester une solution exceptionnelle soumise aux mêmes normes et règles d'implantation mentionnées ci-dessus. En outre, le propriétaire (ou le syndic de copropriété) de ces hydrants devra désigner un installateur compétent qui procédera **chaque année** aux opérations d'entretien et de vérifications techniques. Il devra communiquer au SDIS le relevé des pressions et débits constatés.

**« Réseau public de distribution d'eau potable » :**

- 2.11. - Le réseau public de distribution d'eau devra être capable de fournir les **débits simultanés** nécessaires aux hydrants défendant chacun des établissements concernés ainsi que leurs **systèmes d'extinction automatique à eau** tels que les sprinklers s'ils dépendent de la même source.
- 2.12. - Si le réseau public de distribution d'eau ne permet pas de satisfaire les besoins en eau calculés par le S.D.I.S., il sera alors demandé au concepteur du projet, la mise en place **d'une ou de plusieurs réserves d'eau**.
- L'utilisation de cette solution technique doit rester exceptionnelle pour la défense incendie des E.R.P., des I.G.H., et I.C.P.E.** De plus, il est rappelé que, dans tous les cas, le réseau de distribution doit pouvoir fournir **au moins 1/3 des besoins en eau totaux du site**.
- 2.13. - Les canalisations devront, pour alimenter efficacement en débit et en pression les poteaux d'incendie considérés, être **au minimum d'un diamètre de 110<sup>mm</sup>** et celles devant alimenter simultanément plusieurs poteaux d'incendie ou d'autres hydrants à gros débit, être d'un diamètre spécialement calculé de manière **à assurer le débit total correspondant** avec une vitesse d'écoulement dans les canalisations compatible.
- 2.14. - Les réservoirs (châteaux d'eau) et le réseau lui-même devront contenir un volume d'eau suffisant et/ou, avec la mise en œuvre éventuelle de pompes ou de sur-presseurs, fournir l'eau permettant **d'assurer le débit simultané demandé aux poteaux d'incendie** défendant la zone considérée **pendant 2 heures au minimum**.  
Il est rappelé que le réseau doit pouvoir fournir au minimum **120 m<sup>3</sup> d'eau disponibles en 2 heures** pour alimenter réglementairement 1 seul poteau d'incendie.
- 2.15. - Le **maillage** du réseau de distribution apparaît indispensable dans les zones aménagées (ZAC – ZAE) et dans les zones urbaines centrales.
- Dans les autres zones U et AU péri-urbaines le maillage du réseau de distribution est vivement souhaité par le SDIS car il évite qu'une avarie mineure sur une canalisation élimine la défense incendie de tout un secteur.
- 2.16. – Les dépenses d'investissement et d'exploitation des hydrants du réseau public sont des dépenses obligatoires qui relèvent du budget général de la commune. (Pour ce qui concerne les travaux d'investissement, des subventions peuvent éventuellement être sollicitées auprès du Conseil Général et des E.P.C.I. Par ailleurs, certains travaux sont susceptibles être éligibles au titre de la D.G.E.)

- 2.17. - La vérification au minimum annuelle de la conformité constante des poteaux et bouches d'incendie aux spécifications des normes et les opérations d'entretien demeurent de la responsabilité du maire en l'absence de convention de transfert de compétence vers le S.D.I.S.
- 2.18. - Les résultats chiffrés des contrôles des débits et pression aux sorties des hydrants qui pourraient être effectués par les Sapeurs-Pompiers, ne sont pas diffusés. Les relevés des défauts d'entretien et de non-conformité aux normes sont transmis par le SDIS uniquement aux maires.
- 2.19. - La commune devra, au fur et à mesure de l'évolution de la consommation d'eau, de la modification ou de l'extension des réseaux, des projets d'urbanisme et implantations industrielles, vérifier si le réseau public de distribution d'eau est toujours en mesure de satisfaire les besoins du service incendie.

**« Réseau privé de distribution privé d'eau brute » :**

- 2.20. – Les ressources privées en eau, (sociétés privées de distribution d'eau brute) sauf celles exclusivement destinées à la lutte contre l'incendie, ne peuvent pas être prises en compte par le S.D.I.S. comme moyens en eau disponibles pour la lutte contre l'incendie des constructions d'habitation, d'établissement recevant du public ou d'établissements soumis au Code du travail.

**En effet, la lutte contre l'incendie relève du service public obligatoire.**

La fourniture par ces sociétés d'une prestation de distribution d'eau brute **pouvant servir d'appoint à la lutte contre l'incendie ne peut être que complémentaire à l'exercice de cette mission de service public. Elle ne peut aucunement s'y substituer.**

Dans tous les cas, les contrats avec ces sociétés mentionnent le point ci-dessus et prévoient des **possibilités d'interruption de la fourniture de l'eau incompatible avec une permanence de protection.**

Quand le réseau d'eau brute apparaît comme la seule ressource en eau disponible dans le secteur, la solution de l'implantation d'une réserve artificielle, (voir points 2.29 et suivants), alimentée et réalimentée, (avant, en cours et après utilisation), **à partir du réseau d'eau brute**, est agréé par le SDIS à condition que la réserve artificielle et son branchement d'alimentation en eau brute soit mise en place pour **l'usage exclusif de la défense contre l'incendie.**

**« Points d'eau naturels aménagés » :**

- 2.21. - Les projets d'aménagement de points d'eau naturels destinés à la fourniture de l'eau à l'usage exclusif du SDIS doivent être soumis à l'avis du SDIS. Comme pour la solution réserve d'eau artificielle définie ci-dessous, le point d'eau naturel aménagé permet d'assurer une défense suffisante pour le risque courant, (*voir définition au point 2.0.*) dans un **rayon de 400 mètres.**
- 2.22. – L'aménageur devra constituer un dossier de demande d'agrément par le SDIS comprenant les pièces suivantes :
- un plan de situation,
  - un plan de masse,
  - une étude hydrogéologique réalisée par un organisme compétent, mettant en évidence que le point d'eau une fois aménagé sera en mesure, de fournir :
    - en tout temps,
    - au minimum **120 m<sup>3</sup>** d'eau pendant **2 heures**,
    - une eau de qualité utilisable par les engins pompes (*bassin de lagunage interdit*),
    - hauteur géométrique d'aspiration (*entre l'axe de la pompe et le niveau de plus basses eaux*) dans les conditions les plus défavorables : **au maximum de 6 mètres**,
    - distance entre le bord de l'aire de manœuvre et le point d'aspiration : **au maximum de 8 mètres**,
    - hauteur d'eau en toute saison : **minimum 1 mètre.**
  - un programme de travaux respectant les prescriptions du SDIS (*voir points 2.23 et suivants*),

- les attestations, engagements ou tous documents utiles permettant de garantir le libre accès et l'usage exclusif du point d'eau aménagé en tout temps par les services de secours (*Sapeurs-Pompiers, Forestier Sapeurs*),
- l'énumération des dispositions prises pour l'entretien au minimum annuel du point d'eau aménagé, de l'aire de manœuvre ou du puisard d'aspiration.

**2.23.** – Les travaux à réaliser peuvent être de deux ordres :

- création d'un barrage, d'un bassin de retenue, d'une dérivation ou d'un puisard pour compenser l'insuffisance de la profondeur, du débit du cours d'eau, réduire la vitesse du courant ou en cas d'impossibilité d'approcher le plan d'eau,
- l'aménagement de l'aire de manœuvre des engins pompes (voir le point 2.27.).

**2.24.** - La chaussée des voiries permettant un accès direct et permanent à l'aire de manœuvre devra répondre aux caractéristiques de la « voie engins », (*voir le point 1.2.*).

**2.25.** - Tout projet d'installation de bornes rétractables, de barrières ou tout autre dispositif interdisant temporairement ou non l'accès des engins pompes à l'aire de manœuvre, devra être soumis à l'avis technique du S.D.I.S.

**2.26.** – Le point d'eau aménagé sera signalé par une **plaque indicatrice** conforme à la **norme NF S 61-221** sur poteau de signalisation au niveau de la voie d'accès ou devant l'aire de manœuvre.

**2.27.** - Au droit du point d'eau aménagé ou d'un puisard d'aspiration, une **aire** ou **plate-forme** permettant aisément la **mise en œuvre des engins** et la manipulation du matériel devra être aménagée dans le respect des spécifications techniques suivantes :

- superficie minimale de **32 m<sup>2</sup>**, (8 m de longueur x 4 m de largeur) permettant la mise en aspiration d'un engin pompe,
- sol (béton ou bitume) à la **force portante identique à la voie engins**, (*voir le point 1.2.*)
- caniveau central très évasé de façon à permettre l'évacuation constante de l'eau de refroidissement des moteurs en direction du plan d'eau,
- pente de 2 cm/mètre environ de la totalité de la plate-forme dont l'axe est perpendiculaire au plan d'eau,
- petit talus en maçonnerie ou bordure de trottoir du côté de l'eau interrompu au centre pour permettre l'écoulement de l'eau de pluie et de refroidissement de l'engin.
- stationnement interdit par panneau réglementaire mentionnant « réservé POMPIERS » et si possible matérialisation par peinture au sol.

**2.28.** – Lorsque, pour une raison quelconque, il ne sera pas possible d'approcher directement le bord de l'eau ou de réaliser l'aire de mise en manœuvre des engins définie ci-dessus, **la solution puisard d'aspiration** pourra être utilisée. Cette solution technique est à mettre en œuvre en dernier recours après agrément par le SDIS.

Il s'agit de réaliser la mise en communication de la nappe d'eau à celui-ci par une conduite souterraine de ré-alimentation correctement dimensionnée. A noter que le puisard d'aspiration peut éventuellement être associé à une réserve d'eau artificielle (*voir le point 2.29.*).

Le puisard devra être implanté dans un endroit très accessible et le plus près possible de la ressource en eau utilisée.

Les autres spécifications techniques sont les suivantes :

- volume d'eau disponible dans le puisard aux plus basses eaux : **4m<sup>3</sup>** minimum.
- hauteur géométrique d'aspiration (*entre l'axe de la pompe et le niveau de plus basses eaux c'est à dire dans les conditions les plus défavorables*) et **pendant l'aspiration au débit de 60m<sup>3</sup>/h : au maximum 6 mètres**, (*la hauteur de rabattement de la nappe doit être appréciée en fonction de ce débit et du diamètre de la canalisation de ré alimentation*),

- canalisation de ré-alimentation communiquant avec la ressource en eau devra être d'un diamètre calculé pour assurer un écoulement gravitaire de **60m<sup>3</sup>/h**, (*buse de diamètre supérieur à 400 mm*),
- distance entre le bord de l'aire de manœuvre et le point d'aspiration : **au maximum de 8 mètres**,
- hauteur d'eau restante aux plus basses eaux et pendant l'aspiration au débit de 60m<sup>3</sup>/h : **minimum 1 mètre**.

Une aire de mise en œuvre des engins pompe doit être réalisée devant le puisard aux caractéristiques définies au point 2.27. ci-dessus.

#### « Réserve d'eau artificielle » :

##### **2.29. - Le nombre, l'implantation et le volume des réserves d'eau artificielles seront déterminés par le SDIS lors de l'étude du projet présenté.**

A défaut de pouvoir positionner des poteaux d'incendie de **Ø 100<sup>mm</sup>** normalisés et alimentés par le réseau public de distribution de l'eau, le maître d'ouvrage devra créer une ou plusieurs **réserves d'eau artificielle**.

Les piscines des particuliers ne peuvent pas être prises en compte par le SDIS.

**Une implantation centrale** par rapport à l'ensemble des constructions défendues sera recherchée de préférence, mais également de manière à ce que la distance (mesurée en empruntant l'axe des voies carrossables) entre la réserve d'eau artificielle et la construction la plus éloignée n'excède pas **400 mètres**.

L'implantation devra être réalisée hors des zones de flux thermique de 3kw/m<sup>2</sup> et dépendra également de la géométrie des bâtiments sur le site.

En outre, cette réserve artificielle devra respecter toutes les spécifications techniques et les règles d'implantation définies ci-après.

##### **2.30. - Le maître d'ouvrage devra déposer au SDIS un dossier de demande d'agrément (joint au dossier de demande de permis de construire) comprenant :**

- le descriptif détaillé du réservoir envisagé,
- son implantation (extrait du plan de masse agrandi au 1/100<sup>ème</sup> ou échelle proche),
- le descriptif détaillé de l'alimentation précisant le débit du dispositif de remplissage après utilisation (captage, réseau de distribution public ou privé etc.),
- les modalités prévues de l'entretien du réservoir,
- les dispositions prises au point de vue de l'hygiène et des risques d'accidents,
- un engagement à réaliser les travaux indiqués et de fournir au chef du Centre d'Incendie et de Secours de premier appel une attestation annuelle d'entretien,
- un engagement du lotisseur :
  - ✓ garantissant le maintien en tout temps de la quantité nominale de la réserve,
  - ✓ certifiant le débit du système mis éventuellement en place pour la ré-alimentation.

**2.31.** - La capacité minimale de cette réserve d'eau artificielle devra être de **120 m3 d'un seul tenant** réalisé en une, deux ou trois capacités au maximum **et accouplées**. Dans le cas de citernes accouplées deux brides de liaison d'un diamètre intérieur de 100<sub>mm</sub> minimum devront les relier en partie basse.

Les réserves artificielles d'un autre type que la solution citerne décrite ci-après feront l'objet d'une étude spécifique du SDIS.

**2.32.** - Dans le cas où le maître d'ouvrage garanti par l'engagement inclus dans son dossier de demande d'agrément mentionné ci-dessus, un apport d'eau disponible en tout temps, (réseau A.E.P. ou d'eau brute), permettant la ré-alimentation automatique de la réserve artificielle par un **robinet à flotteur**, le **volume nominal de celle-ci pourra être réduit** par le SDIS après étude du dossier de demande d'agrément présenté.

Cette réduction de volume sera égale au double du débit de la ressource en eau **sans pour autant dépasser 60 m<sup>3</sup>** (donc volume minimal de la réserve jamais inférieur à 60 m<sup>3</sup>).

**2.33.** - Le représentant du SDIS devra être invité par le maître d'ouvrage à la visite de réception et participera sur place à la vérification de la conformité de l'installation.

#### « Solution 'citerne' – caractéristiques générales » :

**2.34.** – Les citernes peuvent être soit : aériennes, totalement enterrées ou semi-enterrées.

**2.35.** – Par conception, les citernes doivent répondre aux **caractéristiques générales** suivantes :

- si la citerne est métallique : construction selon les dispositions de la norme NF 885-12 et revêtement extérieur diélectrique conforme à la norme NF 86-900,
- si la citerne n'est pas métallique : revêtement intérieur bitume,
- sur le dessus de la citerne, un **caisson de protection** ou rehausse d'une hauteur suffisante abritera :
  - un regard de visite (trou d'homme) de 0,60 mètre minimum de côté ou de diamètre avec verrouillage de sécurité équipé d'une échelle intérieure de secours et de service,
  - un **évent** de diamètre intérieur 80<sub>mm</sub> minimum,
- caisson de protection devra être équipé d'un dispositif de fermeture actionné au moyen de la **tricoise** dont sont équipés les sapeurs-pompiers. (clé Δ de 11 mm), la fermeture par un verrou à clé ou cadenas n'est pas admise par le SDIS,
- le **dispositif de ré-alimentation** par le réseau A.E.P. ou d'eau brute devra être réalisé au moyen d'un **robinet flotteur**. Tout autre dispositif est à proscrire.

#### « Citerne aérienne » :

**2.36.** – Par conception, la citerne devra comporter en plus du point 2.35 :

- une échelle extérieure d'accès au sommet de la citerne,
- une passerelle caillebotis, longueur minimum 2 mètres,
- un évent de diamètre intérieur 80mm minimum,
- au point le plus bas de la citerne, au plus près de l'aire de manœuvre, un deuxième caisson de protection qui abritera :
  - une **bride d'alimentation** constituée et installée comme suit :
    - **hauteur maximale de l'axe de l'orifice extérieur de la bride d'alimentation par rapport au plan de mise en station de la pompe : 0,75 mètres +/- 5 cm**,
    - cette bride est constituée par un tube acier fixe de diamètre intérieur de 100<sub>mm</sub>,
    - le manchon de sortie acier devra être de diamètre intérieur de 100<sub>mm</sub> équipé d'une **vanne de barrage** quart de tour à opercule, d'un **demi-raccord symétrique** pompier de diamètre 100<sub>mm</sub> et d'un **bouchon DN 100<sub>mm</sub>**, le tout orientée vers l'aire de manœuvre,

- ce 2<sup>ème</sup> caisson de protection devra être équipé d'un dispositif de fermeture actionné au moyen de la **tricoise** dont sont équipés les sapeurs-pompiers. (clé Δ de 11 mm), la fermeture par un verrou à clé ou cadenas n'est pas admise par le SDIS.

**« Citerne enterrée totalement » :**

2.37. – Par conception, la citerne enterrée totalement devra comporter en plus du point 2.35 :

- sur le dessus de la citerne, au plus près de l'aire de manœuvre, le caisson de protection d'une hauteur suffisante qui abritera :
  - le regard de visite ou trou d'homme,
  - une **colonne d'aspiration** fixe constituée et installée comme suit :
    - hauteur de l'axe de l'orifice extérieur de la bride d'aspiration par rapport au plan de mise en station de la pompe : **0,75 mètres +/- 5 cm**,
    - cette colonne est constituée par un **tube** acier fixe de diamètre intérieur de 100<sub>mm</sub> terminé au point bas du radier par une **crépine** d'aspiration,
    - le manchon de sortie acier devra être de diamètre intérieur de 100<sub>mm</sub> dont la partie supérieure, extérieure à la citerne, comportera un coude col de cygne à 45°, la sortie sera équipée d'un **demi-raccord symétrique** pompier de diamètre 100<sub>mm</sub> aux tenons réglés verticalement et d'un **bouchon** DN 100<sub>mm</sub>, orientée vers l'aire de manœuvre,
  - un évent de diamètre intérieur 80mm minimum,

2.38. – Dans le cas d'installation d'une citerne enterrée totalement, **le dénivelé entre le niveau du fond de citerne et le niveau du plan de mise en station de l'engin pompe ne devra pas dépasser 6 mètres**,

**« Citerne semi-enterrée » :**

2.39. – Par conception, la citerne devra comporter en plus du point 2.35 :

- sur le dessus de la citerne, au plus près de l'aire de manœuvre, le caisson de protection d'une hauteur suffisante qui abritera :
  - le regard de visite ou trou d'homme,
  - un évent de diamètre intérieur 80mm minimum,
- une **bride d'aspiration** constituée et installée comme suit :
  - **hauteur maximale de l'axe de l'orifice extérieur de la bride d'aspiration par rapport au plan de mise en station de la pompe : 0,75 mètres +/- 5 cm**,
  - positionnement de cette bride face à l'axe central de l'aire de manœuvre et à moins de 5 mètres du bord de la bande de roulement,
  - cette bride est constituée par un **tube plongeur** acier fixe de diamètre intérieur de 100<sub>mm</sub> terminé au point bas du radier par une **crépine** d'aspiration,
  - le manchon de sortie acier devra être de diamètre intérieur de 100<sub>mm</sub> équipé d'une **vanne de barrage** quart de tour à opercule, d'un **demi-raccord symétrique** pompier de diamètre 100<sub>mm</sub> et d'un **bouchon** DN 100<sub>mm</sub> orientée vers l'aire de manœuvre,

### **« Signalisation – Alimentation – voirie d'accès – barrière, des réserves artificielles » :**

- 2.40. - La réserve artificielle sera signalée par une **plaque indicatrice** conforme à la **norme NF S 61-221** sur poteau de signalisation devant l'aire de manœuvre.
- 2.41. - La chaussée des voiries permettant un accès direct et permanent à la réserve artificielle devra répondre aux caractéristiques de la « voie engins ».
- 2.42. - Tout projet d'installation de bornes rétractables, de barrières ou tout autre dispositif interdisant temporairement ou non l'accès à l'aire de manœuvre des engins d'incendie devant la réserve d'eau, devront être soumis à l'avis technique du S.D.I.S.

### **« Aire de manœuvre » :**

2.43 - Au droit de la réserve artificielle, une aire ou **plate-forme permettant aisément la mise en œuvre des engins et la manipulation du matériel** devra être aménagée dans le respect des spécifications techniques suivantes :

- superficie minimale de **32 m<sup>2</sup>**, (8 m de longueur x 4 m de largeur) permettant la mise en aspiration d'un engin pompe,
- sol (béton ou bitume) à la **force portante identique à la voie engins**, (*voir le point 1.2.*)
- caniveau central très évasé de façon à permettre l'évacuation constante de l'eau de refroidissement des moteurs en direction de l'orifice de puisage,
- pente de 2 cm/mètre environ de la totalité de la plate-forme dont l'axe est perpendiculaire à l'orifice de puisage,
- petit talus en maçonnerie ou bordure de trottoir du côté de l'eau interrompu au centre pour permettre l'écoulement de l'eau de pluie et de refroidissement de l'engin,
- stationnement interdit par panneau réglementaire mentionnant « réservé POMPIERS » et si possible matérialisation par peinture au sol.

## **III - CONSULTATION DU SDIS**

3.0. - Le S.D.I.S. devra être consulté dans les plus rapides délais sur les projets ou travaux ayant une influence notable sur la distribution des secours tels que :

- Aménagement de zones,
- Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- Établissements Recevant du Public,
- Lotissements,
- Immeubles d'habitations collectives et/ou de plus de 3 étages,
- Campings,
- Création et re-structuration de voirie,
- Implantation de portails automatiques, bornes rétractables et tout autres barrières pouvant avoir une incidence sur l'acheminement des moyens de secours,
- Évolution des schémas de circulation,
- Changement de dénomination des voies,
- Mise en place de dispositifs de modération de la vitesse et du trafic (ralentisseurs),
- Modification des réseaux de distribution d'eau potable,
- Projets d'implantation, de suppression ou de déplacement de poteau d'incendie),
- Certaines déclarations de travaux relatives à la réalisation de portails ou clôtures, réhabilitation d'immeubles etc, de nature à modifier l'accessibilité des engins de secours,
- Demandes de certificat d'urbanisme quand la question de la défense incendie et de l'accessibilité des secours peut être posée.

3.1. - Le maître d'ouvrage ou le gestionnaire des projets fera parvenir à :

**Monsieur le Directeur  
Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault**

Service Prévision départemental  
150, rue Super Nova  
34570 VAILHAUQUES,

**par écrit**, les pièces suivantes (sous format A<sub>3</sub> maximum) :

- description du projet (activités, nature et quantité de produits stockés, hauteur de stockage, sources de dangers, flux et enjeux ciblés),
- plan de situation,
- plan de quartier avec positionnement des poteaux ou bouches d'incendie existants,
- plan de masse, au 1/500ème ou 1/200<sup>ème</sup>,
- plans du réseau Alimentation Eau Potable (AEP) réseau actuel et réseau projeté, indiquant les diamètres des canalisations, le maillage, l'implantation des hydrants,
- procès verbal de réception des travaux pour les poteaux incendie avec mention des valeurs de pressions statique et dynamique et de débits mesurés dans le respect de la norme NF S 62-200.

Cette liste est non limitative et le S.D.I.S. pourra demander au responsable du projet de fournir d'autres pièces qu'il jugera utiles à l'étude ou à la réalisation des plans d'interventions des Sapeurs-Pompiers, (plan ETARE).

-0-0-0-0-

## RISQUES NATURELS :

*Le SDIS rappelle que l'article L 121-1 §3 du Nouveau Code de l'Urbanisme (Loi S.R.U.) énonce les principaux objectifs que doivent atteindre les S.C.O.T., P.L.U. et CARTES COMMUNALES dans le domaine de la gestion des risques.*

*En effet, l'équilibre entre le renouvellement urbain, la maîtrise de son développement et les espaces affectés aux activités d'une part, la préservation des espaces agricoles, la protection des espaces naturels et des paysages d'autre part, tout en respectant aussi les objectifs du développement durable, **ne doivent pas occulter la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.***

## IV - PRISE EN COMPTE DU RISQUE MAJEUR FEU DE FORET :

4.0. - Sans préjudice de l'avis ou des prescriptions émises par les autres services de l'État concernés, si nécessaire, les dispositions du **Code Forestier** et en particulier de l'article L.322-3 (Loi du 9 juillet 2001) complétées des dispositions de l'**arrêté préfectoral n°2004-01-907 du 13 avril 2004** définissant les contraintes liées au **débroussaillage** et à son maintien doivent être respectées.

En aggravation de ces prescriptions, le SDIS demande que le débroussaillage soit réalisé **aux abords des constructions sur une profondeur de 100 mètres**, ainsi que les **voies privées** y donnant accès **sur une profondeur de 15 m** de part et d'autre de la voie.

Le débroussaillage doit également être réalisé sur la surface des parcelles correspondant aux parties du territoire communal situées **dans ou à moins de 200 mètres des zones sensibles ou délimitées par le Maire (Zones U)** ou définies dans le règlement du Plan de Prévention des Risques Incendie de Forêt (P.P.R.I.F.) annexé au P.L.U.

4.1. - Les terrains, destinés aux opérations de création de **zones d'aménagement**, de **lotissements**, **d'exploitation industrielle (I.C.P.E.) ou artisanale**, d'espaces verts liés à une association foncière urbaine, doivent être débroussaillés et maintenus en cet état en permanence.

4.2. - La totalité de la surface des terrains aménagés pour le **camping** ou le **stationnement de caravanes ou de mobil home**, devra être débroussaillée et maintenue en cet état en permanence.

4.3. - **L'obligation du débroussaillage aux abords des constructions est cumulable à l'obligation du débroussaillage sur la totalité de la surface de la parcelle quand cette opération est exigée.**

4.4. - Les opérations de débroussaillage et de maintien dans cet état doivent être accomplies **avant le 15 avril de chaque année**. Les produits issus du débroussaillage (rémanents) devront être éliminés avant cette date.

4.5. - Les dispositions de l'**arrêté préfectoral permanent n° 2002 01 1932 du 25 avril 2002** définissant les contraintes liées à l'emploi du feu, notamment pour les opérations de débroussaillage, doivent être intégralement respectées.

Le récépissé du dépôt de la déclaration d'incinération effectuée par les propriétaires ou leurs ayants droits pour l'incinération des végétaux coupés ou sur pied, doit être envoyé par télécopie (recto seul), sans délai, par le Maire au S.D.I.S., Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours (CODIS) Fax : 04-67-84-81-95 et à la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

4.6. - Les règlements des ensembles immobiliers devront mentionner la **servitude légale de débroussaillage**, et en particulier les dispositions du Code Forestier suivantes:

- l'article L 321-5-3 relatif à la **définition du débroussaillage**,
- l'article L 322-3 définissant l'**obligation du débroussaillage**,
- l'article R 322-6 mentionnant l'obligation de **débroussaillage même sur la propriété d'autrui aux frais du propriétaire bénéficiaire**,

- l'article L 322-9-2 relatif à la **violation de l'obligation de débroussailler passible d'une amende** de 1500 € + 30 Euros par mètre carré soumis à l'obligation de débroussaillage,

4.7. – Recommandation : Pour les habitations exposées au risque feu de forêt et disposant d'une réserve d'eau d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> (piscine, bassin, réservoir) il est recommandé, au propriétaire ou ayant droit, d'acquérir et de maintenir en bon état d'entretien une motopompe de 15 m<sup>3</sup>/h de débit, actionnée par un moteur thermique, susceptible d'alimenter une petite lance et avec l'aide de tuyaux de longueur suffisante, que tout point de la construction puisse être atteint par le jet de la lance. Cet équipement sera remisé dans un coffre ou une construction incombustible.

## V - PRISE EN COMPTE DU RISQUE MAJEUR INONDATION :

*Le dossier départemental des risques majeurs (arrêté préfectoral du 11 février 2005) identifie pour la quasi-totalité des communes du département de l'Hérault le **risque majeur d'inondation** auquel est soumise une population sans cesse croissante.*

*Le dossier départemental des risques majeurs (arrêté préfectoral du 11 février 2005) identifie pour la commune de **(NOM DE LA COMMUNE CONCERNÉE)**, le **risque majeur d'inondation** de type **(TYPOLOGIE INDIQUÉE DANS LE DDRM – copie jointe)** auquel est soumise une population sans cesse croissante.*

*Des aléas gravissimes tels que les phénomènes météorologiques d'intensité croissante depuis les vingt dernières années sont susceptibles de se reproduire dans des zones aux **enjeux humains et économiques importants**.*

*N'oublions pas :*

- 3/10/88 : **NIMES**, 50 mm par heure pendant 8 heures, **11 morts**, cumul de précipitations de 600 mm,
- 22/09/92 : **VAISON LA ROMAINE**, 150 mm en 1h30, **37 morts**, PLAN ORSEC,
- 16/12/95 : **BEZIERS**, 2<sup>ème</sup> crue du mois pour l'Orb, côte à 13,20 mètres, 180 interventions dont 122 sauvetages de personnes en danger,
- 28/01/96 : **PUISSERGUIER**, 80 mm par heure seulement pendant 2 heures, **3 morts**, déclenchement du PLAN ORSEC,
- 12/11/99 : **OLONZAC, SIRAN et AUDE**, 500 mm en 48 heures, **39 morts** PLAN ORSEC DANS L'AUDE,
- 9/09/02 : **LUNEL, MARSILLARGUES, GARD**, plus de 600 mm en 48 heures,

*L'occurrence de ces aléas parfois extrêmes est remise en cause par une période de retour de plus en plus rapprochée.*

*Il est donc absolument nécessaire de prendre en compte le **risque inondation** par la mise en œuvre d'une politique globale de prévention.*

*Quatre grands principes devront être appliqués :*

- **INTERDIRE TOUTE CONSTRUCTION NOUVELLE DANS LES ZONES D'ALEAS,**
- **PRESERVER LES CHAMPS D'EXPANSION DES CRUES,**
- **INTERDIRE TOUT ENDIGUEMENT OU REMBLAIEMENT SAUVAGE,**
- **METTRE EN ŒUVRE LE CONCEPT DE MITIGATION DU RISQUE PAR LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE DES ENJEUX ET DE L'INTENSITE DE L'ALEA.**

*De surcroît, l'article L.111-3-1 du Code de l'Urbanisme impose que des études préalables à la réalisation des projets d'aménagement, des équipements collectifs et des programmes de constructions, entrepris par la collectivité publique ou nécessitant une autorisation administrative et qui, par leur importance, leur localisation ou leurs caractéristiques propres peuvent avoir des*

*incidences sur la protection des personnes et des biens contre les menaces et les agressions, **doivent comporter une étude de sécurité publique permettant d'en apprécier les conséquences.***

**5.0.** - Sans préjudice de l'avis ou des prescriptions émises par les autres services de l'État concernés, en l'absence d'un P.P.R.I. opposable aux tiers, **la commune** devra réaliser une étude hydraulique prenant comme référence les valeurs maximales des précipitations prévisibles et permettant la définition :

- des zones dangereuses,
- des zones où devront être prises des mesures spécifiques de maîtrise des débits et vitesses d'écoulements pluviaux,
- des champs d'expansion des crues à préserver ou à aménager,
- des axes d'écoulement,
- des zones à risques vis à vis des écoulements pluviaux,
- des zones où il conviendra de réaliser des ouvrages permettant de pallier les dangers des écoulements pluviaux,
- les infrastructures routières submergées lors des précipitations locales orageuses ou des crues,
- les constructions se trouvant isolées lors des précipitations locales orageuses ou des crues en précisant leur destination (type-effectif du public...),
- **les actions qui devront être entreprises par la commune au titre de la MITIGATION DU RISQUE, tels que la réduction de l'intensité de l'aléa et de la vulnérabilité des enjeux.**

**5.1.** - Sans préjudice de l'avis ou des prescriptions émises par les autres services de l'État concernés, en l'absence d'un P.P.R.I. opposable aux tiers, pour chacun des projets d'urbanisme, **le maître d'ouvrage** devra faire réaliser une étude hydraulique particulière appliquée à l'emprise du projet, prenant comme référence les valeurs maximales des précipitations prévisibles.

Elle sera transmise au Maire avec copie au S.D.I.S. accompagnée d'une note mettant en évidence la prise en compte du risque inondation par l'énumération détaillée des mesures compensatoires mises en œuvre.

⇒ Cette déclaration devra énumérer d'une manière exhaustive :

**5.0.** - Sans préjudice de l'avis ou des prescriptions émises par les autres services de l'État concernés, **la commune** devra communiquer au SDIS :

- les infrastructures routières submergées lors des précipitations locales orageuses ou des crues,
- les constructions se trouvant isolées lors des précipitations locales orageuses ou des crues en précisant leur destination (type-effectif du public...),
- **les actions qui sont entreprises par la commune au titre de la MITIGATION DU RISQUE, tels que la réduction de l'intensité de l'aléa et de la vulnérabilité des enjeux.**

**5.1.** - Sans préjudice de l'avis ou des prescriptions émises par les autres services de l'État concernés, pour chacun des projets d'urbanisme, **le maître d'ouvrage** devra faire réaliser une étude hydraulique particulière appliquée à l'emprise du projet, **prenant comme référence les valeurs maximales des précipitations prévisibles.**

Elle sera transmise au Maire avec copie au S.D.I.S. accompagnée d'une note mettant en évidence la prise en compte du risque inondation par l'énumération détaillée des mesures compensatoires mises en œuvre.

⇒ Cette déclaration devra préciser que toutes les dispositions **du règlement du P.P.R.I.** de la commune ont bien été appliquées et énumérer d'une manière exhaustive :

- les mesures relatives à la **gestion des écoulements pluviaux urbains** consécutifs à une pluviométrie d'importance similaire aux précipitations du GARD (septembre 2002) soit plus de **600 mm de précipitation en 35 heures,**

- les mesures relatives **au maintien de la viabilité des accès aux habitations** lors des fortes précipitations locales ou en cas de crue, afin de **permettre aux habitants d'évacuer** dans une direction judicieusement choisie où ils pourront être mis en sécurité rapidement,
- les mesures prises pour la **limitation maximale de l'imperméabilisation** du sol,
- les mesures prises pour **compenser la majoration du risque** due à la réalisation des constructions et des aménagements collectifs constituant les surfaces étanchées, par notamment :
  - la réalisation de **bassins de rétention** des eaux pluviales judicieusement dimensionnés pour le stockage temporaire de l'eau,
  - la mise en œuvre de **techniques favorisant l'infiltration des eaux sur place** (tranchées filtrantes, puits d'infiltration, chaussées réservoir...)
- les mesures prises, concernant la **préservation de la transparence maximale de l'écoulement** des eaux et d'expansion des crues, notamment le dimensionnement du réseau pluvial pour des précipitations prévisibles.
- les mesures prises concernant la **limitation et la maîtrise des débits et des vitesses d'écoulement** des eaux pluviales et de ruissellement, canalisées ou non,
- les mesures à prendre et à maintenir dans le temps concernant **l'aménagement des espaces non construits** qui devront être mis en culture, plantés d'arbres ou de haies par les propriétaires, exploitants, ou utilisateurs,
- les mesures relatives à la **rétention temporaire des eaux pluviales reçues sur la parcelle**,
- les mesures de **prévention, de protection et de sauvegarde individuelle** qui incombent aux particuliers, et notamment les mesures :
  - concernant **l'arrimage des cuves de gaz ou d'hydrocarbures enterrées ou non**, des citernes sous pression ainsi que tous les récipients contenant des engrais liquides, des pesticides et autres produits dangereux pour l'environnement ;
  - concernant le **balisage des bords de piscine** afin d'en visualiser l'emprise en cas de recouvrement, etc.
- les mesures prises pour **l'information de la population** et particulièrement la **réalisation du plan communal de sauvegarde**,
- les mesures prises pour éviter tout accident occasionné par le **soulèvement des bouches d'égout** (tampons verrouillables).
- les mesures prises pour empêcher tout risque d'accident, lorsque la réalisation d'un **ouvrage de rétention** des eaux pluviales est exigée. Lorsque le choix de la solution bassin de rétention est retenu, toutes les mesures structurelles nécessaires devront être prises afin de permettre à une personne ayant fait une chute dans le bassin d'en sortir d'elle-même sans difficulté grâce à la réalisation de pentes modérées réglées à 3/1 minimum, d'un escalier ou d'une main-courante, d'une rampe stabilisée permettant l'accès des secours. Les bords du bassin présentant un risque de chute en raison d'une dénivelée importante, mur de soutènement, enrochements ainsi qu'à l'aplomb de l'exutoire, devront être protégés par une glissière ou une barrière. Une signalétique devra être posée pour informer de la présence et de la fonction du bassin, ainsi que l'interdiction d'accès en cas d'événements pluvieux. Une vanne de sectionnement devra être installée sur la canalisation de fuite afin de pouvoir contenir toute pollution accidentelle.

## PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

*Le S.D.I.S. 34 utilise pour son étude les définitions du « Guide pratique D9 » édition 09.2001-édité par, la Fédération Française des Sociétés d'Assurances (FFSA) et le Centre National de Prévention et de Protection (CNPP). : [www.cnpp.com](http://www.cnpp.com) URL : <http://www.cnpp.com/indexd9.htm>*

### 1 - Besoins en eau pour les immeubles d'HABITATIONS et de BUREAUX

Défense Incendie Type d'immeuble	Densité minimale d'implantation des P.I. de 100 <sup>mm</sup>	Distance <sup>(1)</sup> entre le PI le plus proche et l'entrée du bâtiment <sup>(3)</sup> le plus défavorisé.	Distance <sup>(2)</sup> maximale entre 2 P.I. consécutifs	Débit horaire global exigé sur zone	OBSERVATIONS
Habitations individuelles de 1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> famille	<b>1</b> par carré de 4 hectares	<b>150</b> mètres	200 mètres et lorsque la le débit horaire global impose la présence de plusieurs poteaux, ils doivent être implantés à moins de 300 mètres.	<b>60</b> m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	Dans les communes rurales, le P.I. peut être remplacé par une réserve d'eau centrale de <b>120 m<sup>3</sup> à moins de 400 mètres</b> après étude par le SDIS.
Habitations collectives de 3 <sup>ème</sup> famille A	<b>2</b>	<b>150</b> mètres		<b>120</b> m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	<b>Réseau maillé indispensable</b>
Habitations collectives de 3 <sup>ème</sup> famille B	<b>2</b>	<b>100</b> mètres ou <b>60</b> mètres si colonne sèche <sup>(5)</sup>		<b>120</b> m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	
Habitations collectives de 4 <sup>ème</sup> famille	<b>3</b>	<b>100</b> mètres ou <b>60</b> mètres si colonne sèche <sup>(5)</sup>		<b>180</b> m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	
Immeuble de Grande Hauteur habitations	<b>3</b>	<b>100</b> mètres ou <b>60</b> mètres si colonne sèche <sup>(5)</sup>		<b>180</b> m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	
Immeuble de bureaux H ≤ 8 m et S ≤ 500 m <sup>2</sup> - <sup>(4)</sup>	<b>1</b>	<b>150</b> mètres		<b>60</b> m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	
Immeuble de bureaux H ≤ 28 m et S ≤ 2000 m <sup>2</sup> - <sup>(4)</sup>	<b>2</b>	<b>100</b> mètres ou <b>60</b> mètres si colonne sèche <sup>(5)</sup>		<b>120</b> m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	
Immeuble de bureaux H ≤ 28 m et S ≤ 5000 m <sup>2</sup> - <sup>(4)</sup>	<b>3</b>	<b>100</b> mètres ou <b>60</b> mètres si colonne sèche <sup>(5)</sup>		<b>180</b> m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	
Immeuble de bureaux S > 5000 m <sup>2</sup> - <sup>(4)</sup>	<b>4 de 100<sup>mm</sup> ou 2 de 100<sup>mm</sup> + 1 de 150<sup>mm</sup></b>	<b>100</b> mètres ou <b>60</b> mètres si colonne sèche <sup>(5)</sup>		<b>240</b> m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	
Immeuble de Grande Hauteur à usage de bureaux <sup>(4)</sup>	<b>4 de 100<sup>mm</sup> ou 2 de 100<sup>mm</sup> + 1 de 150<sup>mm</sup></b>	<b>100</b> mètres ou <b>60</b> mètres si colonne sèche <sup>(5)</sup>		<b>240</b> m <sup>3</sup> /h pendant 2 heures	

- (1) – La distance doit être mesurée en empruntant soit une chaussée, soit un chemin stabilisé d'une largeur minimale de **1,80 mètre** praticable par un dévidoir.
- (2) – La distance doit être mesurée en empruntant l'axe des voies carrossables.
- (3) – Il s'agit soit de l'accès principal de l'habitation considérée, soit de l'escalier de l'immeuble, le plus éloigné du poteau d'incendie.
- (4) – H : Il s'agit de hauteur du plancher bas du niveau le plus haut par rapport au seuil de référence,  
S : Il s'agit de la surface développée non recoupée (la notion de surface est définie par la zone délimitée par des parois et/ou planchers **coupe feu de degré 1 heure** minimum, sauf pour les **I.G.H.** où le degré **coupe feu doit être de 2 heures**).
- (5) – Il s'agit de la distance maximale lorsqu'une colonne sèche est imposée.

## **2 - Besoins en eau pour les ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC :**

Les établissements recevant du public sont spécialement répertoriés, pour le calcul des besoins en eau, en 4 classes :

**Classe 1 :** Type N – Restaurants,  
Type L – Salles de réunion, de spectacle (sans décor ni artifice),  
Type O – Hôtels,  
Type R – Établissements d'enseignement,  
Type X – Établissements sportifs couverts,  
Type U – Établissements sanitaires,  
Type J – Maisons de retraite,  
Type V – Établissements de culte.

**Classe 2 :** Type L – Salles de réunion (avec décor et/ou artifices),  
Type P – Boîtes de nuit, discothèques,  
Type Y – Musées.

**Classe 3 :** Type M – Magasins,  
Type S – Bibliothèques,  
Type T – Salles d'exposition.

**Classe 4 :** Classes 1,2 et 3 avec risque sprinklé.

Le S.D.I.S. considère le risque comme sprinklé si :

- une protection autonome, complète et dimensionnée en fonction de la nature du stockage et de l'activité réellement présente dans l'exploitation, en fonction des règles de l'art et des référentiels existants ;
- l'installation est entretenue et vérifiée régulièrement ;
- l'installation est en service en permanence.

Pour la définition des besoins en eau pour les E.R.P. de bureaux (Type W), se référer au tableau précédent.

Pour la définition des besoins en eau des autres E.R.P. de type EF, SG, CTS, REF, PS, OA, PA, GA et les campings, une étude spécifique doit être réalisée par le SDIS.

Dans le tableau ci-dessous, les valeurs ne sont données qu'à titre indicatif, une étude particulière de la défense incendie de chaque établissement doit être menée en collaboration avec le S.D.I.S.

La durée d'application de l'eau pour l'extinction de l'incendie est fixée à **2 heures**.

**Les réseaux alimentant les hydrants mentionnés doivent être impérativement maillés. Les poteaux d'incendie doivent être normalisés.**

Classe d'E.R.P. / Défense Incendie	Nombre de P.I. de 100 <sup>mm</sup> (ou de 2x100 <sup>mm</sup> )	Distance maximale <sup>(1)</sup> entre le PI le plus proche et l'entrée du bâtiment considéré <sup>(3)</sup> .	Distance <sup>(2)</sup> maximale entre 2 P.I. consécutifs	Débit horaire global des hydrants exigé sur zone, principe de calcul en fonction des surfaces <sup>(4)</sup> :
Classe 1	Le nombre, le type, l'emplacement des poteaux d'incendie est déterminé par le SDIS lors de l'étude du dossier.	150 mètres ou 60 mètres si colonne sèche <sup>(5)</sup>	Répartition des poteaux d'incendie selon la géométrie des bâtiments.	De 0 à 3 000 m <sup>2</sup> : <b>60m<sup>3</sup>/h</b> par fraction de <b>1 000 m<sup>2</sup></b> Au-delà : ajouter <b>30m<sup>3</sup>/h</b> par fraction de <b>1 000 m<sup>2</sup></b>
Classe 2		100 mètres ou 60 mètres si colonne sèche <sup>(5)</sup>		Classe 1 X <b>1,25</b>
Classe 3		100 mètres ou 60 mètres si colonne sèche <sup>(5)</sup>	L'ensemble des hydrants nécessaires à l'obtention du débit total doit être implanté dans un cercle de rayon maximum <b>300 mètres</b> .	Classe 1 X <b>1,5</b>
Classe 4		150 mètres ou 60 mètres si colonne sèche <sup>(5)</sup>		De 0 à 4 000 m <sup>2</sup> : <b>60m<sup>3</sup>/h</b> par fraction de <b>1 000 m<sup>2</sup></b> avec un maximum de <b>180m<sup>3</sup>/h</b> .  De 4 001 à 10 000 m <sup>2</sup> : <b>240 m<sup>3</sup>/h</b> .  Au-delà de 10 000m <sup>2</sup> : ajouter <b>60m<sup>3</sup>/h</b> par fraction de <b>10 000 m<sup>2</sup></b>

<sup>(1)</sup> – La distance doit être mesurée en empruntant soit une chaussée, soit un chemin stabilisé d'une largeur minimale de **1,80** mètre praticable par un dévidoir. Elle doit permettre la mise en œuvre aussi rapide que possible des lances des Sapeurs-Pompiers tout en évitant d'exposer dangereusement les engins d'incendie.

<sup>(2)</sup> – La distance doit être mesurée en empruntant l'axe des voies carrossables.

<sup>(3)</sup> – Il s'agit soit de l'accès principal de l'immeuble considéré, soit de l'escalier de l'immeuble, le plus éloigné du poteau d'incendie.

<sup>(4)</sup> – Il s'agit de la surface développée non recoupée (la notion de surface est définie par la zone délimitée par des parois et/ou planchers **coupe-feu de degré 2 heures** minimum,

<sup>(5)</sup> – Si la colonne sèche est imposée par la réglementation.

### **3 - Besoins en eau pour les INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT soumises à autorisation et pour tous les entrepôts :**

Le dimensionnement des besoins en eau pour couvrir le risque incendie dans les établissements industriels fera l'objet **dans tous les cas** d'une étude spécifique réalisée par le service Prévision du S.D.I.S.

### **4 – Besoins en eau pour la défense incendie des CAMPINGS :**

- Défense incendie soumise à étude préalable du S.D.I.S.

- Les dispositions de l'**arrêté préfectoral 2006.01.021 du 2 janvier 2006** définissant notamment les mesures de protection contre les risques d'incendie, les risques naturels et technologiques prévisibles, les contraintes liées à l'accès des secours et les ressources en eau pour la lutte contre les incendies devront être intégralement respectées.

## **5 - Prescriptions spécifiques selon le zonage PLU :**

**Zones U** : Zone urbaine à usage d'habitations, d'équipements collectifs, services et activités diverses, zone déjà urbanisée, zone où les équipements publics en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter :

**La totalité des prescriptions s'applique.**

**Zones AU** : Zones à caractère naturel destinées à être ouvertes à l'urbanisation :

- Défense incendie identique à la zone U.

**La totalité des prescriptions s'applique.**

**Zones A** : Zones agricoles comprenant des constructions et des installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif ou liées à l'exploitation agricole :

**Défense incendie soumise à étude préalable du S.D.I.S.**

- Besoins en eau pour la lutte contre l'incendie assurés si possible par **un hydrant normalisé ou si non par une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup>** d'eau minimum utilisables en 2 heures, par tout temps et implantée à **400 mètres** au maximum du lieu à défendre,

- Si plusieurs points d'eau sont nécessaires : distance entre deux points d'eau de **300 mètres au maximum,**

- Les territoires communaux comportant de nombreuses parties au couvert végétal sensible à l'incendie, bien que non soumis au décret 92-273 du 23 mars 1992 requièrent la mise en place de moyens de secours adaptés définis par le S.D.I.S.

**Zones N** : Zones naturelles et forestières de richesse naturelle et économique, agricole comprenant des terrains réservés à l'exploitation agricole, élevage, exploitation des ressources du sous-sol ou de la forêt :

**Défense incendie soumise à étude préalable du S.D.I.S.**

- La réalisation de tout bâtiment lié à l'exploitation agricole ou des ressources du sous-sol ou de la forêt doit entraîner une mise en place d'une défense incendie obligatoire par un hydrant normalisé ou à défaut par **une réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> minimum,** utilisable par les Sapeurs-Pompiers en tout temps et **implantée à 400 mètres** au maximum du lieu à défendre.

- Toutes les zones comportant des parties au couvert végétal combustible jouxtant des habitations devront être **débroussaillées** et entretenues comme telles conformément au Code Forestier et à l'Arrêté préfectoral du 13/04/2004.

## RÉGLEMENTATION VISÉE : (liste non exhaustive)

- Code de l'Urbanisme, (art. L111-2, L332-15, L443-2, L 460-3, R111-2, R111-4, R111-9, R123-24, R126-3, R315-29, R421-5-1, R421-50, R421-53, R460-3),
- Code de la Construction et de l'Habitation : art L.123-1 et L.123-2, LIVRE PREMIER - TITRE II, art. R 111-1 à R 111-17, et notamment :
  - le décret 69-596 du 14 juin 1969;
  - l'arrêté ministériel du 25/06/80 modifié (notamment les articles MS) pour la mise en œuvre des moyens de secours fixés par les dispositions particulières liées aux types d'E.R.P.;
  - l'arrêté ministériel du 18/10/77 modifié (articles GH) pour ce qui concerne les Immeubles de Grande Hauteur ;
  - l'arrêté ministériel du 31/01/86 modifié par les arrêtés du 18/05/1986 et 19/12/1988, concernant la sécurité incendie dans les immeubles d'habitations,
- Code de l'Environnement : LIVRE V art. [L. 511-1 et suivant\(s\)](#), [L. 512-1 et suivant\(s\)](#), [L. 513-1](#), [L. 514-1 et suivant\(s\)](#), [L. 515-1 et suivant\(s\)](#), [L. 516-1 et suivant\(s\)](#) et [L. 517-1 et suivant\(s\)](#) et les différents textes relatifs aux I.C.P.E.,
- Code Forestier : LIVRE III - Titre 2, (Loi du 4/12/1985, Loi du 6/07/1992, Loi du 9/07/2001), articles L 321-5-3, L 322-3, L 322-9-2, R 322-6,
- Code du Travail, Livre 2, Titre III, (art. L.231-1 à L.231-2, L.233-1-1, L.233-3, L.235-1, L.235-19, R.232-1 à R.232-1-14, R.232-12 à R.232-12-29, R.235-3 à R.235-3-20, R.235-4 à R.235-4-18)
  - le décret du 31/03/1992,
- Circulaires interministérielles n°465 du 10/12/1951 et du 20/02/1957,
- Circulaires ministérielles du 30/03/1957 et du 9/08/1967,
- Circulaire ministérielle n°82-100 du 13/12/1982,
- Arrêté ministériel du 1/02/1978 relatif au règlement d'instruction et de manœuvre des sapeurs-pompiers.
- Arrêté Préfectoral permanent du 25/04/2002 relatif à la prévention des incendies de forêts.
- Normalisation française (NF S 61-213, NF S 62-200, etc...)

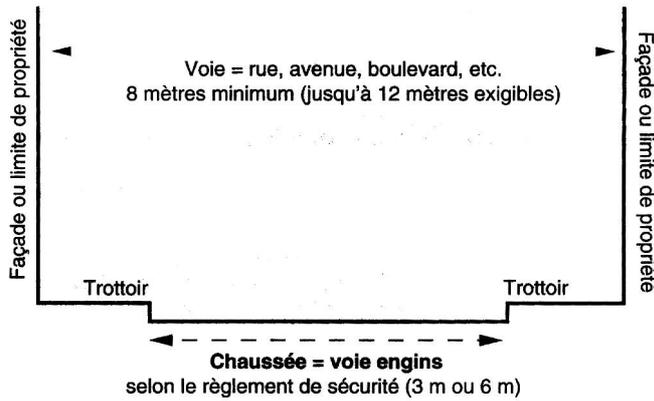
-0-0-0-0-0-0-0-

# ANNEXE 1

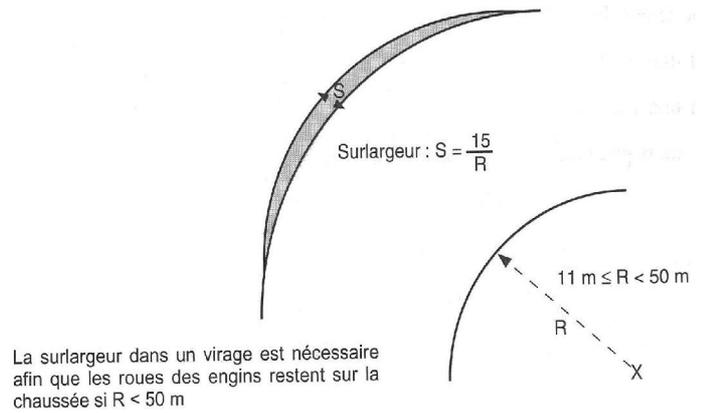
## AIRES DE RETOURNEMENT

IMPOSÉES POUR LES « VOIES ENGINES » EN IMPASSE DE PLUS DE 100 MÈTRES

### Notion de voie

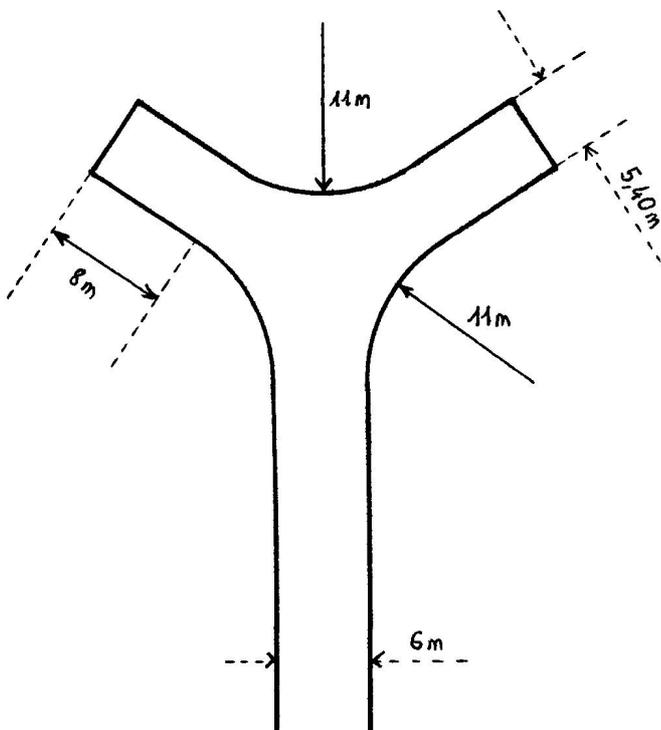


### Règle de la surlargeur

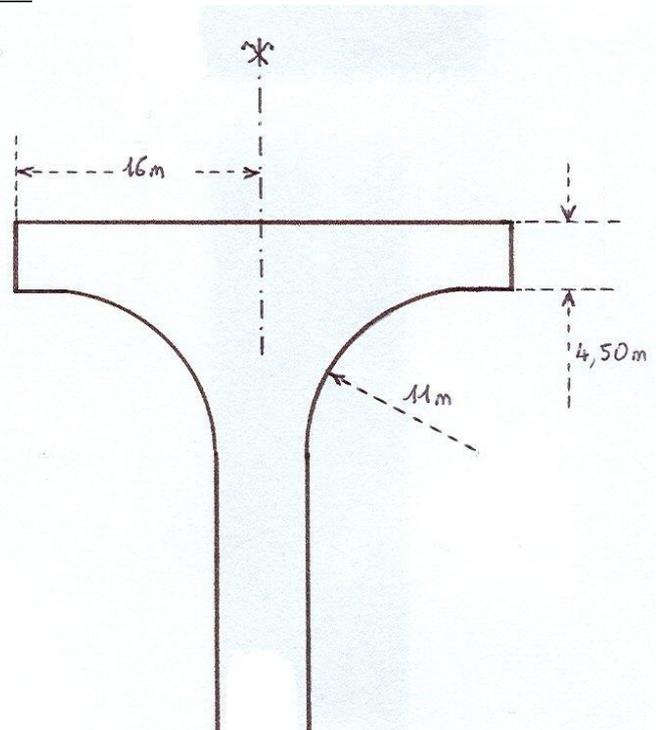


## DESSERTE DES CONSTRUCTIONS AUTRES QUE LES HABITATIONS DE 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> FAMILLE

### EXEMPLES



En V



En T

Manœuvre de retournement  
avec une seule marche arrière

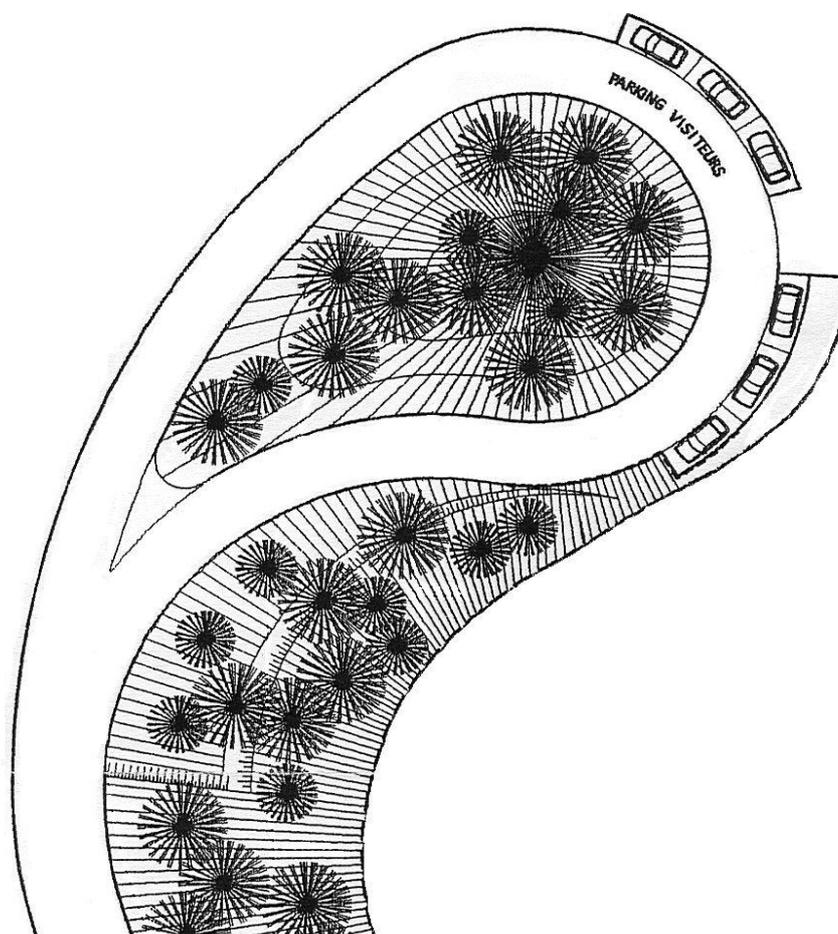
ANNEXE 1 (suite)

**AIRES DE RETOURNEMENT**

IMPOSÉES POUR LES « VOIES ENGINES » EN IMPASSE DE PLUS DE 100 MÈTRES

DESSERTE DES CONSTRUCTIONS AUTRES QUE LES HABITATIONS DE 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> FAMILLE

EXEMPLE DE RAQUETTE



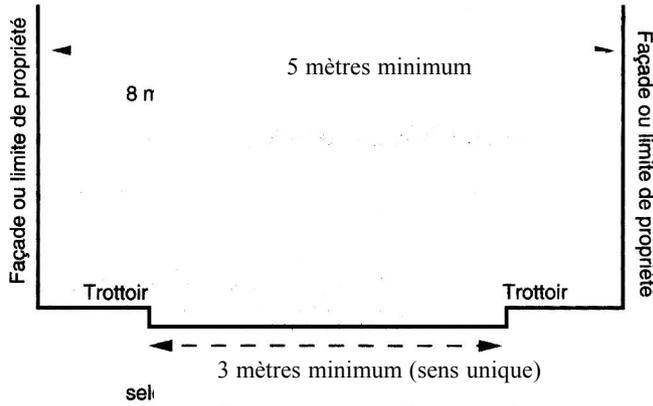
Manœuvre de retournement  
sans marche arrière

# ANNEXE 2

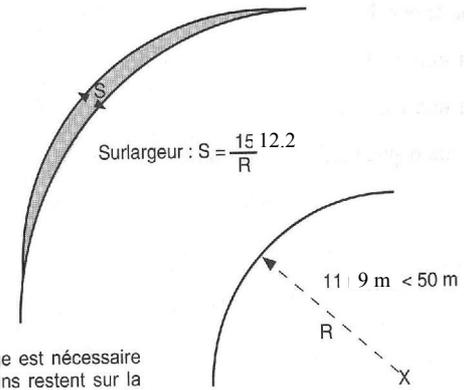
## AIRES DE RETOURNEMENT

POUR LES VOIES EN IMPASSE DE PLUS DE 120 MÈTRES  
DESSERVANT EXCLUSIVEMENT DES HABITATIONS  
INDIVIDUELLES DE 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>ème</sup> FAMILLE

Notion de voie

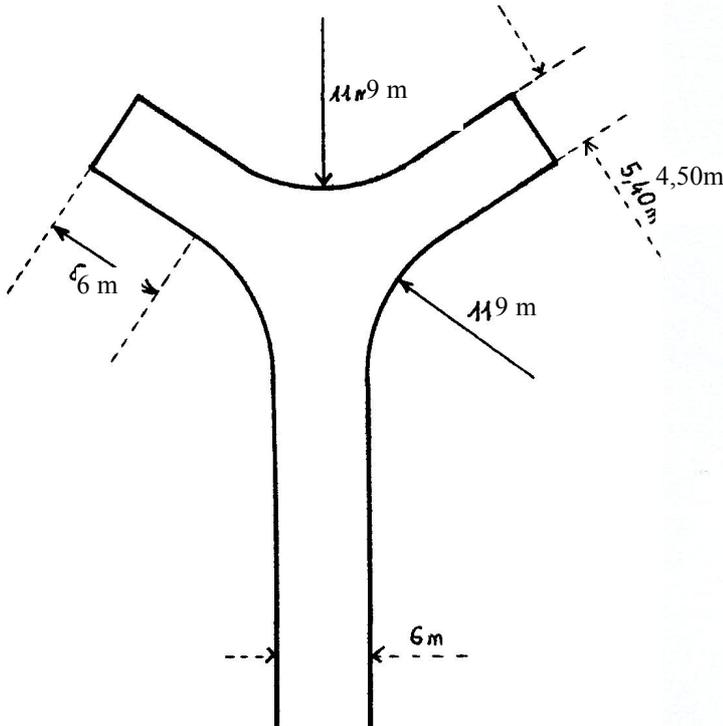


Règle de la surlargeur

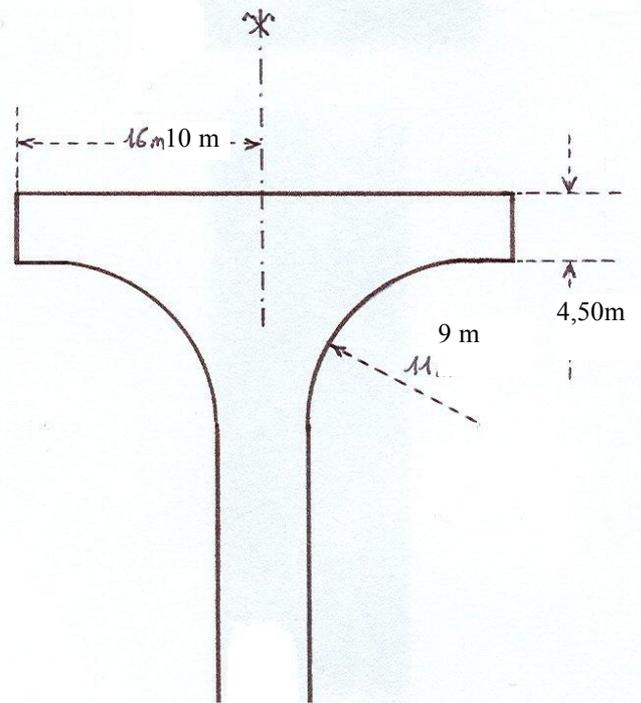


La surlargeur dans un virage est nécessaire afin que les roues des engins restent sur la chaussée si  $R < 50$  m

EXEMPLE D'AIRE DE RETOURNEMENT AVEC UNE COURTE MARCHÉ ARRIÈRE :



En Y



En T

Porter à connaissance

direction  
départementale  
de l'Équipement  
Hérault



Service  
Collectivités Locales  
Conseil Aménagement  
Montpellier 1

Montpellier, le 3 décembre 2004

Le Préfet  
à Monsieur le Maire de  
SORBS

**objet :** Carte Communale  
Porter à connaissance  
**affaire suivie par :** M.C. NAPOLI  
☎ 04.67.20.50.68.

Par délibération du 11 juin 2004 reçue en Préfecture le 21 juillet 2004, votre conseil municipal a prescrit l'élaboration d'une carte communale sur l'ensemble du territoire de la commune.

La loi 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, et le décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 modifient le code de l'urbanisme, et notamment les procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme.

L'élaboration de la carte communale de votre commune doit s'inscrire dans le respect des articles L 110, L 121.1 et L 123.1 nouveaux du code de l'urbanisme.

Elle doit en outre respecter la loi paysage, la loi sur l'eau, la loi sur la prévention des risques majeurs, la loi sur l'air, la loi sur le bruit, la loi Barnier, la loi Montagne.

En matière de « Porter à connaissance » celui-ci se fait tout au long de la procédure de la carte communale.

Aussi, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-après :

I - les dispositions législatives ou réglementaires applicables à votre territoire

servitudes d'utilité publique

II - les risques et nuisances concernant votre commune

1 – Risques naturels

risque de ruissellement pluvial  
risque incendie

## 2 - Les nuisances

déchets

### III – les informations concernant la protection de l'environnement

- 1 - Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)
- 2 – Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO)
- 3 – Natura 2000
- 4 - Patrimoine archéologique

Ces éléments constituent « le porter connaissance » nécessaire à l'élaboration de votre Carte Communale.

Tout au long de la procédure, je vous communiquerai les éléments nouveaux dont je disposerai.

# Commune de SORBS

## PORTER A CONNAISSANCE

\*\*\*\*\*

### I. DISPOSITIONS LEGISLATIVES OU REGLEMENTAIRES PARTICULIERES APPLICABLES AU TERRITOIRE DE SORBS

### A - LES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE

*Les servitudes d'utilité publique mentionnées ci-après doivent être reportées sur un plan spécifique et sur une liste des servitudes d'utilité publique, ou insérées dans le rapport de présentation.*

*Leur représentation graphique doit être conforme à celle figurant en annexe de l'article A 126-1 du code de l'urbanisme (arrêtés du 11 Mai 1984 et du 29 juillet 1987).*

*La Carte Communale doit être en cohérence avec les prescriptions issues de ces servitudes.*

La commune de SORBS est concernée par les servitudes suivantes :

#### **1 - AC1 - périmètres de protection des monuments historiques classés ou inscrits**

- Croix du Carrefour – classée à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques par arrêté du 6 juin 1933.
- Château de Sorbs – classé à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques par arrêté du 6 mars 1986.

P.J. : 2 arrêtés + 2 plans

\* Service gestionnaire :

Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine  
5 Impasse Enclos Tissié Sarrus  
34000 Montpellier -

**PT 3 – servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques concernant l'établissement et le fonctionnement des lignes et installations de télécommunications**

La commune est concernée par un câble réseau structurant : Le Caylar-Alzon en terrain privé.

P.J. : décret + carte

\* Service gestionnaire :

France Télécom  
URR Languedoc-Roussillon  
8 Allée Piencourt  
48009 MENDE cedex

## II - RISQUES ET NUISANCES CONCERNANT VOTRE COMMUNE

### 1 - Risques naturels

#### *a - risque de ruissellement pluvial*

La collectivité territoriale a compétence en matière de maîtrise des eaux de pluie et de ruissellement. Il vous appartient notamment de délimiter, conformément aux dispositions de l'article 35 de la loi sur l'eau :

- les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales
- les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement, lorsque la pollution qu'elles apportent aux milieux aquatiques risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Il conviendra notamment :

- d'identifier et de préserver les principaux axes d'écoulement et les zones à risque vis à vis des ruissellements pluviaux
- de prévoir les mesures et ouvrages permettant de pallier les dysfonctionnements éventuellement mis en évidence
- de définir les mesures compensatoires nécessaires afin que l'imperméabilisation des sols induite par le développement de l'urbanisation n'aggrave pas les débits à l'aval

#### *b - risque incendie*

Je vous adresse ci-joint les prescriptions techniques générales et particulières relatives aux contraintes minimales liées à l'accessibilité des engins de secours et à la défense contre les risques d'incendie.

\* Service gestionnaire :

Service Départemental d'Incendie et Secours  
Parc de Bel Air  
150 rue Super Nova  
34570 VAILHAUQUES

### *c - risques liés aux feux de forêts*

La Cellule d'Analyse des Risques et d'Information Préventive (CARIP) créée par arrêté préfectoral du 23 février 1994 a élaboré un Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM). Ce document de référence sert à réaliser un dossier communal synthétique (DCS) nécessaire à l'information des populations sur les risques majeurs.

D'après le schéma départemental d'aménagement des forêts contre l'incendie (SDAFI) élaboré en mai 1994, la commune fait partie du massif n° 5 – « Larzac Seranne » et est classée en commune de massifs forestiers peu sensibles mais menacés de grands incendies.

Le risque feu de forêts doit donc trouver sa traduction dans le zonage de la carte communale. Les objectifs doivent être d'éviter d'aggraver les risques que font courir les nouveaux secteurs d'urbanisation aux massifs avoisinants et réciproquement éviter de faire subir à ces secteurs les risques de feu provenant de ces massifs.

Il est rappelé que le code forestier comporte des obligations de débroussaillage. De ce fait, les constructions de toute nature à moins de 200 mètres des boisements ainsi que des espaces naturels sensibles, sont soumises à ces obligations qui sont précisées à l'article L 322-3 et suivants du Code Forestier. (En zones urbaines débroussaillage de la totalité de la parcelle par le propriétaire, en dehors de ces zones, débroussaillage à des distances variables des constructions de toute nature ainsi que de leurs voies d'accès).

## **2 - Nuisances**

### *a - Les déchets*

« Toute personne qui produit ou détient des déchets dans des conditions de nature à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination ».

(extrait de l'article L 541-2 du code de l'environnement).

Les déchets constituent en effet un risque pour l'environnement et la santé de l'homme ainsi qu'une source de nuisances pour les populations. Pour répondre à ces préoccupations et organiser la gestion des déchets à une échelle plus vaste que la commune, le code de l'environnement a prévu l'élaboration de plans qui définissent les modalités de traitement des déchets devant être appliquées sur les différentes parties du territoire. Des plans départementaux organisent le traitement des déchets ménagers. Ces plans concernent différentes catégories de résidus urbains (ordures ménagères, encombrants, déchets verts, boues de station d'épuration...) que les communes doivent diriger vers des installations conformes à la réglementation en vigueur. L'élimination des déchets en dehors de telles installations est interdite.

Ainsi la carte communale doit décrire l'organisation de la collecte et du traitement de l'ensemble des déchets mise en œuvre sur la commune tant pour ce qui concerne les compétences communales qu'intercommunales en application du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvé par arrêté préfectoral du 19 mars 2002.

La commune doit notamment développer les collectes sélectives.

Enfin, le service doit couvrir l'ensemble des déchets pris en compte dans le Plan, à savoir :

Les déchets municipaux en distinguant :

- les ordures ménagères,
- les déchets encombrants et de jardinage,
- les déblais et gravats,
- les déchets produits par les activités de commerce, d'artisanat ou d'industrie dont la collecte utilise les mêmes circuits que celui des ordures ménagères,
- les déchets de nettoyage récoltés au travers de l'entretien du domaine public,
- les déchets de l'assainissement issus de l'entretien des réseaux, des stations de traitement d'eau et d'épuration et les déchets de l'assainissement autonome
- les Déchets Ménagers Spéciaux

Les déchets assimilés :

- les déchets industriels inertes et les déchets industriels banals sont considérés comme des déchets assimilés aux déchets ménagers que la collecte soit commune ou non.
- les déchets hospitaliers domestiques et spécifiques.

Les déchets ménagers sont collectés par le Syndicat Mixte Lodève – Le Caylar et traités par Syndicat Centre Hérault.

La décharge d'encombrants existante sur la commune a semble-t-il été fermée et réaménagée.

### III - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

#### **1 - Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Z.N.I.E.F.F.)**

Ces zones font partie d'un inventaire établi par le ministère de l'environnement.

Elles concernent les sites suivants :

- Sotchs de Robert et de la Parade (type I)
- Causse du Larzac (type II)
- Gorges de la Virenque et de la Vis en amont de Vissec (type I)
- Gorges de la Vis et de la Virenque (type II)

P.J. : plans et fiches

#### **2 – Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO)**

- Gorges de la Vis et de Navacelles

P.J. : plan + fiche

#### **3 - Natura 2000**

Le Causse du Larzac a été inventorié par le Muséum d'Histoire Naturelle, comme un site susceptible de figurer au réseau Natura 2000.

Les Gorges de la Vis et de la Virenque ont été inventoriées par le Muséum d'Histoire Naturelle, comme un site susceptible de figurer au réseau Natura 2000

P.J. : fiches + cartes

#### **4 - Patrimoine archéologique**

La commune présente un patrimoine archéologique important qui fait l'objet d'un inventaire et d'une carte des sites joints en annexe.

*Le Plan Local d'Urbanisme devra prendre en compte ces vestiges et assurer leur protection.*

Toute demande de permis de construire, certificat d'urbanisme, lotissement, Z.A.C., installations et travaux divers concernant lesdits secteurs, sera transmise pour avis au Conservateur Régional de l'Archéologie.

P.J. : fiche + carte + textes réglementaires

\*\*\*\*\*

L'ensemble des renseignements mentionnés ci-dessus constitue le « Porter à connaissance » recueilli à ce jour.

Je ne manquerai pas de vous communiquer immédiatement tout élément d'information nouveau qui pourra m'être adressé tout au long de la procédure d'élaboration de votre Carte Communale.

Je vous informe par ailleurs qu'en application du nouvel article L 121-2 du Code de l'Urbanisme, les « porter à connaissance » sont tenus à la disposition du public.

**Pour le Préfet et par délégation  
Le Chef du Service des Collectivités Locales  
Par intérim le Chef du Service Urbanisme**

**Signé : P. MONARD**



**direction  
départementale  
de l'Équipement  
Hérault**



**Service  
Collectivités Locales  
Conseil  
Aménagement  
Montpellier 1**

**Montpellier le 8 septembre 2006**

**Le Préfet  
à Monsieur le Maire  
34520 SORBS**

**Objet : PAC complémentaire – Carte Communale**

Je vous prie de trouver ci-joint la carte de l'aléa concernant le retrait-gonflement des argiles, sur votre commune, ainsi que les préconisations techniques à respecter pour toute nouvelle construction.

Vous voudrez bien les joindre en annexe au rapport de présentation dans votre document d'urbanisme.

*Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Service des Collectivités Locales*

*Signé : P. PERRISSIN*

520, Allée Henri II  
de Montmorency  
34064 Montpellier cedex 2  
téléphone :  
04 67 20 53 05  
télécopie :  
04 67 15 68 07  
CAM1.SCL.DDE-34  
@equipement.gouv.fr

Montpellier, le 3 décembre 2004

direction  
départementale  
de l'Équipement  
Hérault



Service  
Collectivités Locales  
Conseil Aménagement  
Montpellier 1

Le Préfet  
à Monsieur le Maire  
34520 SORBS

**objet :** Elaboration Carte Communale  
**affaire suivie par :** M.C NAPOLI  
**☎ 04.67.20.50.68.**

La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (loi S.R.U.) a redéfini le rôle de l'Etat lors de l'élaboration des documents d'urbanisme.

Ainsi l'Etat devra s'assurer du respect des principes généraux du nouvel article L 121-1 du code de l'urbanisme. Ces principes tendent à reprendre ceux posés par des lois plus thématiques telles que la loi paysage, la loi sur l'eau, la loi sur la prévention des risques majeurs, la loi sur l'air, la loi sur le bruit ...(liste non exhaustive) qui constituent le cadre légal de tout document d'urbanisme.

Je rappelle ci-après les principes du nouvel article L. 121-1 du code de l'urbanisme :

- Le principe d'équilibre : tout document d'urbanisme détermine les conditions permettant d'assurer l'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;
- Le principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale : tout document d'urbanisme détermine les conditions permettant d'assurer la diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour satisfaire, sans discrimination, les besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, notamment commerciales, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics, en tenant compte en particulier de l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux ;
- Le principe de respect de l'environnement : tout document d'urbanisme détermine les conditions permettant d'assurer une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Pour s'assurer du respect de ces principes généraux qui encadrent l'aménagement du territoire, les services de l'Etat apportent des éléments et des propositions concrètes sur la base des particularités et des enjeux propres à la commune.

A ce titre, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-après, pour information, ces éléments et propositions qui pourront être complétés tout au long de la procédure d'élaboration lors de réunions avec mes services, ou par écrit de leur part.

## **I - Le principe d'équilibre :**

### **« La préservation des espaces affectés aux activités agricoles (...) :**

Dans un souci de gestion économe de l'espace, la carte communale devra préserver le potentiel agricole de la commune.

Une analyse détaillée de la situation agricole de la commune devra être effectuée. Une réflexion avec les agriculteurs pourra éventuellement être engagée localement.

Le recensement agricole peut utilement alimenter cette réflexion. De plus, la commune fait partie du périmètre du Contrat Territorial d'exploitation, nouvellement Contrat Agriculture Durable (CAD) « Causses Méridionaux ». A cette occasion un diagnostic de territoire a été réalisé. Vous pourrez obtenir de plus amples renseignements auprès de l'Association des Causses Méridionaux 3 rue Voltaire 34700.

Vous trouverez, également, ci jointe une plaquette intitulée "Documents d'urbanisme et Agriculture" réalisée en collaboration avec la Chambre d'Agriculture.

Ce document vous propose une méthode d'approche qui pourra accompagner votre réflexion et permettre ainsi une meilleure prise en compte de l'espace agricole dans votre document d'urbanisme.

Si le projet élaboré prévoit le déclassement de zones agricoles, au profit de la zone urbanisée les raisons de ce déclassement devront être motivées dans le rapport de présentation notamment au niveau :

- des contraintes d'aménagement qui conduisent à ce déclassement.
- des répercussions de ce déclassement sur les exploitations agricoles.

Il est conseillé dans le cas de réduction des espaces agricoles ou forestiers de consulter la chambre d'agriculture, l'Institut national des appellations d'origine dans les zones d'appellation d'origine contrôlée et, le cas échéant, le centre régional de la propriété forestière, avant enquête publique.

De plus, si le déclassement concerne une zone d'appellation d'origine contrôlée, l'article 5 de la loi du 2 juillet 1990 prévoit que tout syndicat de défense d'une appellation d'origine contrôlée peut saisir la commune s'il estime que le contenu du document d'urbanisme peut porter atteinte à l'aire ou aux conditions de production, à la qualité ou à l'image du produit d'appellation. L'avis du Ministre de l'Agriculture doit alors être recueilli.

Il convient de préciser que la commune est concernée par les appellations AOC « Roquefort ».

Par ailleurs, l'article L 111-3 du Code Rural impose désormais aux constructions qui viendraient s'implanter à proximité d'une activité agricole existante les mêmes conditions de distances que celles imposées à cette activité lors de sa création. En conséquence, la carte communale devra identifier si nécessaire la localisation de ces activités et éviter que des zones constructibles viennent côtoyer ces installations.

Dans le cadre du diagnostic global de la situation de l'agriculture de la commune, un examen approfondi de chaque bâtiment d'exploitation, préalablement à toute définition de zonage doit être établi et leur localisation devra figurer sur une carte insérée dans le rapport de présentation afin d'identifier les contraintes futures de voisinage.

Les périmètres irrigués éventuels doivent apparaître sur un document cartographique de la carte communale.

### « La préservation des espaces affectés aux activités forestières (...) »

Les bois et forêts ont des utilités diverses :

- la défense du sol contre l'érosion,
- la régularisation du régime des eaux
- l'équilibre biologique d'une région
- la protection des paysages
- le bien être de la population

Les forêts et bois de l'Etat et des collectivités publiques peuvent avoir, outre des fonctions d'intérêt général, des fonctions spécifiques en particulier pour l'accueil du public et doivent bénéficier pour cela du régime forestier

L'intérêt de ces espaces s'est souvent traduit par l'attribution aux propriétaires de subventions publiques pour des travaux de reconstitution ou d'amélioration forestière.

Il est donc souhaitable que la carte communale reconnaisse et hiérarchise la valeur de ces espaces boisés et évite d'ouvrir à l'urbanisation les zones boisées reconnues intéressantes qui relèveront d'un zonage non constructible.

Il est rappelé que tout changement de destination des sols forestiers dans les massifs de plus de 4 hectares, est soumis à une autorisation préalable de défrichement en application des articles L 311-1 et L 312-1 du code forestier. Cette autorisation doit être jointe à toute demande de permis de construire ou de permis de lotir.

Ainsi il serait souhaitable de protéger la forêt communale de Sorbs, instituée par acte administratif du 22 août 2001, dont la servitude A1 a été supprimée par la loi d'orientation agricole, par un zonage non constructible. L'aménagement forestier fixant les aspects économiques et sociaux, les protections des milieux, les coupes et travaux concernant la forêt communale de Sorbs a été approuvé par arrêté ministériel du 29 juin 1998.

Toute aliénation ne peut s'opérer qu'après une procédure de distraction de ce régime instruite par l'ONF, la décision de distraire revient au ministre de l'agriculture ou au préfet.

Dans tous les cas, les défrichements effectués librement sont prohibés dans les forêts des collectivités : il est nécessaire de recueillir une autorisation expresse de l'administration (compétence du préfet) article L 312.1, R 311.1 et suivants du code forestier. Pour les forêts relevant du régime forestier, l'ONF est consulté pour avis et fourniture de pièces relatives au dossier de demande.

Les demandes de défrichements incompatibles avec les dispositions du régime forestier doivent faire l'objet, d'une matière concomitante, d'une procédure de distraction.

Le régime forestier apparaît pour les bois et forêts qui en bénéficient comme un protecteur à retenir, de part les filtres qu'il génère et le suivi de l'ONF.

D'autre part, compte tenu des problèmes que posent les effets de lisière des forêts, plantations, zones à reboiser, autant dans l'intérêt des massifs forestiers que celui des habitations (ombre, humidité, chute de feuilles, d'aiguilles, chute d'arbres), il serait souhaitable de prévoir des marges de recul des zones constructibles d'une trentaine de mètres.

P.J. : 1 plan

#### **« La protection des espaces naturels et des paysages (...) » :**

Le rapport de présentation de la Carte Communale doit comporter un volet environnemental et patrimonial qui évalue les incidences des orientations du document d'urbanisme sur l'environnement naturel et bâti et expose la manière dont il prend en compte sa préservation et sa mise en valeur.

A ce titre, la Carte Communale doit prendre en considération la préservation de la qualité des paysages et la maîtrise de leur évolution. Le rapport de présentation et les plans de zonage doivent ainsi tenir compte des éléments paysagers et patrimoniaux, des ripisylves et boisements de qualité.

Ce sont la DIREN et le Service Départemental de l'Architecture et du Paysage (SDAP) qui valideront la prise en compte de cette préservation.

## **II - Le principe de respect de l'environnement**

#### **« La préservation de la qualité de l'eau (...) »**

**« Toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation » (article L. 1321-2 du code de la santé publique).**

Pour assurer cet objectif, il importe d'alimenter les zones d'urbanisation par une distribution publique (captage et réseau). Ainsi, la Carte Communale doit présenter les conditions d'alimentation en eau de la commune : ressources, distribution, consommation. A partir de cet état des lieux, est démontrée l'adéquation entre les besoins en eau suscités par le développement de l'urbanisation au terme du document d'urbanisme et les moyens mobilisables. Cette démarche prend en compte les aspects tant qualitatifs que quantitatifs en veillant à une gestion équilibrée de la ressource.

Actuellement la commune est alimentée en eau potable par le syndicat du Larzac.

La Carte Communale recensera également les constructions non desservies par une distribution publique. Dans ce cas, les ressources privées destinées à la consommation humaine, autres que celles réservées à l'usage personnel d'une famille, devront faire l'objet d'une autorisation préfectorale. L'extension de ces constructions sera conditionnée à la desserte par un réseau public d'eau potable ou à la compatibilité du projet avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Pour les constructions d'habitation (à usage unifamilial), en l'absence du réseau public notamment en dehors de la zone constructible où les bâtiments agricoles sont autorisés, l'autorisation préfectorale n'est pas exigée, toutefois une déclaration doit être faite auprès de la DDASS et de la DRIRE.

Les projets d'urbanisation devront être compatibles avec la protection de ces ressources.

### « La préservation contre les nuisances (...) »

#### La lutte contre le bruit

***"La lutte contre le bruit a pour objet de prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précautions des bruits ou vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou porter atteinte à l'environnement"* (extrait de l'article L.571-1 du Code de l'environnement).**

Le bruit pose un problème de santé publique et constitue depuis plusieurs années une préoccupation majeure. Il est souvent perçu subjectivement, son appréciation dépend de nombreux facteurs : physiques (absorption, réflexion), physiologiques (acuité auditive), voire psychologiques (répétition, durée...).

La Carte Communale constitue un outil de prévention permettant de prendre en compte dans la définition du zonage les contraintes acoustiques liées à l'implantation de voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipements de loisirs. Une réflexion à ce stade permet d'apporter de réponses efficaces et économiques et prévenir ainsi les impacts sur la santé.

Je vous rappelle également que les établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée doivent faire réaliser des études d'impact de façon à limiter le niveau de la pression acoustique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements.

### **III – Divers**

#### « Au titre de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau »

- Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) *Rhône Méditerranée -Corse* a été approuvé par arrêté du 20.12.1996. En vertu des articles 3 (2° alinéa ) et 5 (10° alinéa ) de la loi n° 92.3 du 03.01.1992 sur l'eau, la carte communale doit prendre en compte les dispositions de ce schéma. La commune n'est pas incluse dans le périmètre d'un SAGE.

- Le rapport de présentation établira la cohérence entre les droits à construire ouverts par le document d'urbanisme et les moyens mis en place par la commune pour assurer une épuration suffisante des effluents produits, soit de façon collective (capacité du dispositif épuratoire) soit de façon non collective (caractéristiques de terrain favorables).

La commune ne dispose actuellement pas de station d'épuration de ses eaux usées. La création d'un système épuratoire communal est actuellement en projet.

L'échéance réglementaire pour que la commune soit dotée d'un système épuratoire aux normes est le 31 décembre 2005.

Les délais de mise en service de la nouvelle station d'épuration devront être compatibles avec d'éventuelles ouvertures à l'urbanisation.

Il n'est pas concevable d'exiger, pour les nouvelles habitations, l'installation provisoire de dispositifs autonomes en attendant la réalisation de la station d'épuration.

Il est important d'éviter que des constructions nouvelles ne s'installent dans les zones où elles pourraient subir des nuisances olfactives ou sonores provenant d'un dispositif d'épuration. Un isolement de 100 mètres autour du dispositif permet en général d'atteindre cet objectif.

La commune peut profiter de l'élaboration de la carte communale pour réaliser la délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif d'une part et non collectif d'autre part (article L 2224.10 et R 2224.6 du Code Général des Collectivités territoriales).

En ce qui concerne les zones d'assainissement non collectif, les dispositions particulières de l'arrêté préfectoral N° 2001.01.1567 du 18 avril 2001 doivent être prises en compte.

#### « **L'habitat** »

L'arrêté préfectoral du 27 mai 2002 classe le département de l'Hérault en zone à risques d'exposition au plomb. Il est applicable depuis le 1er septembre 2002. Cette information doit être mentionnée dans le document d'urbanisme.

#### « **D'une manière générale, les zones urbanisables doivent respecter** » :

- un éloignement suffisant des installations à risques ou nuisantes, existantes ou abandonnées (dispositifs épuratoires, centres de traitement des déchets, établissements industriels ou artisanaux, bâtiments d'élevage, anciens dépôts de déchets, zones d'épandage de boues...);
- les contraintes liées à la création ou à l'existence de lignes électriques ou de relais de radiotéléphonie.

\*\*\*\*\*

Pour terminer, je vous précise que dès approbation de la Carte Communale, par le Conseil Municipal, j'aurai un délai de deux mois pour décider d'approuver ou non votre document.

En conséquence, je vous demande de bien veiller à l'analyse du porter à connaissance et des informations ci-dessus, en vous rapprochant de la Direction Départementale de l'Équipement, afin que nous puissions aboutir à l'approbation de votre Carte Communale.

**Pour le Préfet et par délégation,  
Le Chef du Service des Collectivités Locales  
Par intérim, le Chef du Service Urbanisme**

**Signé : P. MONARD**